



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 13 MAI 1922.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 13TH MAY, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rates.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

Is-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1777

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Is-A. PROULX,

King's Printer.

Government House.

1778

Lettres patentes

"National Mint Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Henri-Paul Turcotte, commerçant, Béatrice Mercier-Turcotte, son épouse séparée de biens par contrat de mariage, et ledit Henri-Paul Turcotte pour autoriser sadite épouse et Joseph Cloutier, industriel, tous résidant en la cité de Québec, dans les buts suivants:

La fabrication et la vente de pastilles aromatisées à l'essence de Menthe et à toutes autres essences, le pressage de tablettes, pastilles et pilules et généralement la fabrication et la vente de tous autres produits similaires, avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1897

C.-J. SIMARD.

Letters patent

"National Mint Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1922, incorporating: Henri Paul Turcotte, trader, Beatrice Mercier-Turcotte, his wife separate as to property by marriage contract, and the said Henri Paul Turcotte to authorize his said wife, and Joseph Cloutier, manufacturer, all of the city of Quebec, for the following purposes:

The manufacture and sale of aromatic peppermint tablets and tablets flavored with any other extracts, the moulding of tablets, wafers and pills and generally the manufacture and sale of any other similar products, under the name of "National Mint Company, Limited" with a total capital stock of five thousand (\$5,000.00) dollars, divided into fifty (50) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Beauce Maple Sugar Products Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920 il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'avril 1922, constituant en corporation: J.-Emile Provost, voyageur de commerce, Saint-Joseph, Beauce; Théodore-N. Laflamme, industriel, J.-Vilmer Bolduc, courtier d'assurance, Beauceville, dans les buts suivants:

Manufacturer le sucre d'érable en barres, gâteaux ou de toutes autres manières pour le rendre plus présentable et plus vendable aux consommateurs; et de faire en outre, tout autre commerce qu'il plaira à ladite compagnie de faire, sous le nom de "Beauce Maple Sugar Products Co., Ltd", avec un capital total de douze mille

"Beauce Maple Sugar Products Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of April 1922, incorporating: J. Emile Provost, commercial traveller, Saint Joseph, Beauce, Théodore N. Laflamme, manufacturer, J. Vilmer Bolduc, insurance broker, Beauceville, for the following purposes:

To manufacture maple sugar in bars, cakes or in any other manner to render it more presentable and saleable to consumers; and in addition thereto to carry on any other business which the company may think fit to carry on, under the name of "Beauce Maple Sugar Products Co., Ltd", with a total capital stock of twelve thousand

piastres (\$12,000.00) divisé en cent vingt (120) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Beauceville, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1899 C.-J. SIMARD.

"Native's Own Remedy Company, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Achille Forget, J. Alfred Choquette et Arthur N. Lawler, médecins licenciés et pratiquant, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Agir comme agents manufacturiers, ainsi que pour l'achat et la vente de toutes sortes de marchandises manufacturés ou non;

Acquérir des brevets, marques de commerce ou patentes; les exploiter, et faire breveter ou patenter au nom de la compagnie toutes inventions et les vendre ou exploiter au bénéfice de la compagnie;

Acquérir par achat, bail ou échange les droits, intérêts ou privilèges de toute personne engagée dans un commerce semblable, et payer pour l'achat, la location ou l'échange de tels droits, intérêts ou privilèges, soit par argent comptant ou par action de la compagnie, sous le nom de "Native's Own Remedy Company, Inc." avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf mille neuf cents (9,900) actions de une piastres (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1901 C.-J. SIMARD.

"Max, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Isidore Popliger, Max Liverman, avocats, et Joseph-Louis Racine, huissier, de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaire comme manufacturiers et marchands de vêtements pour enfants et dames, des hardes pour messieurs et garçons, exercer aussi aucun autre commerce qu'on peut accessoirement exercer en rapport avec le susdit;

Exercer ce commerce en gros et au détail, acquérir, recevoir, détenir, louer, échanger, aliéner et autrement disposer d'aucune propriété mobilière ou immobilière nécessaire aux fins de la compagnie;

Hypothéquer, grever d'aucune manière quelconque les biens immeubles de la compagnie;

Accepter, tirer, endosser, négocier les lettres de change, billets promissaires et autres instruments négociables;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement aucune affaire de même nature, y compris la machinerie, l'assortiment, l'achalandage, l'ameublement et d'autres accessoires, et les payer en argent, en actions entièrement libérées de la compagnie pour les prix et nombres de parts que déterminera la compagnie;

(\$12,000.00), dollars, divided into one hundred and twenty (120) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company will be at Beauceville, in the district of Beauce.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
1900 Assistant Provincial Secretary.

"Native's Own Remedy Company, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1922, incorporating: Achille Forget, J. Alfred Choquette and Arthur N. Lawler, licensed and practicing physicians of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To act as manufacturers' agents for the purchase and sale of all sorts of manufactured and unmanufactured goods;

To acquire brevets, trade marks or patents; exploit the same and obtain brevets or patents in the name of the company for any inventions and to sell or exploit the same for the benefit of the company;

To acquire by purchase, lease or exchange the rights, interests or privileges of any person engaged in a similar business, and to pay for the purchase, leasing or exchange of such rights, interests or privileges either in cash or in shares of the company, under the name of "Native's Own Remedy Company, Inc." with a total capital stock of ninety nine thousand (\$99,000.00) dollars divided into nine thousand nine hundred (9,900) shares of one one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
1902 Assistant Provincial Secretary.

"Max, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April 1922, incorporating: Isidore Popliger, Max Liverman, advocates, and Joseph Louis Racine, Bailiff, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on and manufacture in all its branches the business of manufacturers of children's and ladies' wear, men's and boys' clothing, and any other business which may incidentally be carried on in connection therewith;

To carry on such business wholesale and retail and to acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate and otherwise dispose of any property, moveable or immovable, necessary for the company's purposes;

To hypothecate, pledge in any manner whatever the immovables, property of the company;

To accept, draw, endorse, and negotiate, bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind including machinery, stock in trade, good will, furniture and other accessories, and pay for same in cash or fully paid up shares of the company for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

Acquérir, détenir, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des parts-capital, des débetures ou titres d'aucune corporations exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Faire toutes les choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation;

Acheter, louer, détenir et acquérir aucun commerce de la nature de celui qu'exerce la compagnie, soit en tout soit en partie, ainsi que les franchises ou licences, les payer soit en actions, en débetures ou avec d'autres valeurs de la compagnie, ou autrement, sous le nom de "Max, Limitée", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1905 C.-J. SIMARD.

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares of stock, or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To do all things, exercise all powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which this company is incorporated;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a similar nature carried on by the company, either in whole or in part and also any franchise or license, and pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company, or otherwise, under the name of "Max, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
1906 Assistant Provincial Secretary.

" Morris Trading Company, Limited ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1922, constituant en corporation : Peter Bercovitich, Robert-Louis Calder, avocats et conseils du Roi, et Adolph Gardner, avocat, tous de Montréal, aux fins suivantes :

Manufacturer, acheter, vendre, exporter, importer, trafiquer en gros seulement d'effets, denrées et marchandises, et particulièrement de drogues, médecines, produits chimiques, préparations médicinales, chimiques et autres et articles, de verreries, effets de toilette, objets divers, accessoires de pharmacie, parfums, de la papeterie, des cigars, tabacs, eaux gazeuses, aliments, boissons, papiers, livres, journaux pâtisseries et bonbons de toute espèce et description;

Acheter, vendre et trafiquer de biens-fonds d'une manière générale, prendre à bail des propriétés immobilières, louer, rétrocéder et sous-louer la totalité ou aucune partie des propriétés ou immeubles que détient la compagnie, comme propriétaire ou concessionnaire;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que les directeurs croiront propre à être convenablement exercée en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens, ou droits produits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, ou qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif, ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle que la compagnie croira nécessaire

" Morris Trading Company, Limited ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1922, incorporating: Peter Bercovitich, Robert Louis Calder, advocates and King's Counsels, and Adolph Gardner, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, export, import, and deal in, wholesale only, goods, wares and merchandise, and in particular drugs, medicines, chemicals, pharmaceutical, medicinal, chemical and other preparations and articles, glassware, toilet articles, fancy goods, druggists' sundries, perfumery, stationary, cigars, tobaccos, soda water, foods, drinks, stationary, paper, books, periodicals, confectionery, and candy of all kinds and descriptions;

To buy, sell and deal in real estate generally, take immoveable properties on lease, to let, re-let, and sub-let in part or whole of any of the properties or immoveables held by the company, whether as owners or lessees;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trademarks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formulae, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses, in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any moveable or immoveable property and any rights or privileges

ou désirable, pour son commerce, et spécialement des machines, outillages, assortiment ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, du passif ou de l'actif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la corporation, émettre aussi des actions libérées, des obligations, ou les deux, en paiement de leur prix d'achat ;

Organiser et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui paraîtra directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires, dans lesquels la compagnie est intéressée, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, aussi les vendre, détenir, rémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier ;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la corporation, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, les vendre ou autrement en disposer ;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter, jouir d'aucune charte, licence, pouvoir, autorité, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aucune des actions, obligations et valeurs de la compagnie à en solder les frais, charges et impenses nécessaires ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider, au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations ou autrement aucune autre personne, société, compagnie, ou corporation avec laquelle la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Distribuer en espèces ou autrement aucunes valeurs de la compagnie à ses membres, et spécialement aucunes actions, débentures ou autres valeurs reçues comme prix de la vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie consti-

which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof ;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the share, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares of stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same ;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, or corporation ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately, required in such manner as from time to time may be determined ;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed

tuée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente corporation;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre, louer, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la propriété ou des entreprises de la compagnie moyennant le prix que la corporation estimera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucunes d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité par l'entremise d'autres personnes ou conjointement avec icelles, sous le nom de "Morris Trading Company, Limited" avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00) divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1903 C.-J. SIMARD.

"Concours, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Léon Lavoie, électricien, Stanislas Lavoie, rentier, 122, LeJeune, Jos.-Euclide Lavigne, manufacturier, Jos.-Wilfrid Lavigne, voyageur de commerce, 165 Durocher, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Réunir et grouper comme actionnaires de la compagnie tous marchands ou corporations jugés recommandables, lesquels auront droit d'exploiter en commun, pour leur bénéfice personnel, sous le nom de la compagnie, avec le consommateur, un système de primes gratuites consistant en solutions problématiques pour promouvoir leur commerce;

Déterminer le montant en argent à être payé mensuellement par chacun des marchands ou corporations pour former un fonds destiné aux paiements de primes et à l'administration de la compagnie;

Déterminer sur les argents perçus audit fonds le pourcentage à être payé en primes aux consommateurs et celui à être payé pour annonces et gestion des affaires de la compagnie;

De faire toutes les stipulations légales pour faciliter, favoriser et protéger les affaires de la compagnie et pour régler l'emploi des argents versés au nom de la compagnie;

De faire tous commerces permis pouvant rapporter profit à la compagnie;

Pouvoir payé en parts acquittées de la compagnie tous services rendus dans l'organisation de ladite compagnie et pour toutes dépenses faites en rapport avec ladite compagnie, sous le nom de "Concours, Ltée", avec un capital total de

to take over the whole of any part of the assets or liabilities of this company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of their company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principal, agents, contractors, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Morris Trading Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
1904 Assistant Provincial Secretary.

"Concours, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of April, 1922, incorporating: Léon Lavoie, electrician, Stanislas Lavoie, annuitant, Jos. Euclide Lavigne, manufacturer, Jos. Wilfrid Lavigne, commercial traveller, all of Montreal, for the following purposes:

To unite and group as shareholders of the company all merchants and corporations deemed recommendable, which shall have the right to exploit in common, for their personal benefit, under the name of the company, with the consumer, a system of free premiums consisting in solutions of problems to promote their business;

To fix the amount in cash to be paid monthly by each of the merchants or corporations to make up the fund applied to the payments of premiums and to the management of the company;

To fix out of the moneys collected for the said fund the percentage to be paid in premium to the consumers and that to be paid for advertisements and the management of the business of the company;

To do all legal stipulations to facilitate, promote and protect the business of the company and to regulate the use of the moneys paid to the company;

To carry on any business capable benefiting the company;

To pay with paid up shares of the company for any services rendered in the organization of the company and all expenses made in connection with the said company, under the name of "Concours Ltée", with a total capital stock of twenty

vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre mille (4000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1915 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie de Téléphone Rural de St. Mathieu".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1922, constituant en corporation: François-Xavier Champagne, huissier, Emile Poissant et Georges-Henri Héon, étudiants, tous trois de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Organiser, établir et exploiter dans cette province une ou des lignes de téléphone;

De faire toutes conventions avec toutes compagnies de même nature dans le but d'obtenir, pour toutes les fins de son exploitation la liaison de ses lignes avec celles de telles compagnies, et d'obtenir toute cession ou échange de service, droits ou biens utiles à l'exploitation de la compagnie;

Faire toutes conventions avec toutes personnes pour la distribution à ces personnes ou à d'autres du service des lignes de téléphone de la compagnie ou de toutes autres compagnies dont les lignes seront liées à celles de cette compagnie;

Acquérir, posséder et en disposer de toute façon, tous droits et biens utiles à l'exploitation de la compagnie;

Conclure toutes conventions avec les autorités municipales, locales ou autres pour obtenir tous droits, avantages et biens qui paraîtront utiles à l'exploitation de la compagnie;

S'amalgamer ou s'associer avec toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Pour les fins de la compagnie, exercer l'industrie de la construction;

Employer en tout ou en partie des actions, fonds, débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie pour l'achat des débentures ou d'actions d'autres compagnies, ou pour l'acquisition de biens ou d'intérêts de toutes associations sociétés ou personnes;

Faire toutes autres genres d'affaires que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus et qui pourront directement ou indirectement, protéger, mettre en valeur ou à profit les propriétés, les entreprises ou les droits de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie de Téléphone Rural de Saint Mathieu", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Saint-Mathieu, comté de Laprairie, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1917 C.-J. SIMARD.

thousand (\$20,000.00) dollars, divided into four thousand (4,000) shares of five (\$5.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
1916 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de Téléphone Rural de St. Mathieu".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1922, incorporating: François Xavier Champagne, bailiff, Emile Poissant and Georges Henri Héon, students, all three of the city of Montreal, for the following purposes:

To organize, establish and operate in this Province one or more telephone lines;

To enter into any agreements with any companies of a like nature for the purpose of obtaining, for all the purposes of its undertaking, the connection of its lines with such companies, and to obtain any assignment or exchange of service, rights or property useful for the business of the company;

To enter into any agreements with any persons for the distribution to such persons or to others of the service of the telephone lines of the company or of any other companies the lines of which are connected with the lines of the company;

To acquire, possess and in any way to dispose of any rights and property useful for the company's business;

To enter into any agreements with any authorities, municipal, local or otherwise for the purpose of obtaining any rights, advantages and property which may seem useful for the company's business;

To merge or enter into partnership with any other companies having objects in whole or in part similar to those of the company;

For the company's purposes to carry on the business of builders;

To apply the whole or any part of the shares, funds, debentures, bonds or other securities of the company to the purchase of debentures or shares of other companies, or for the acquisition of the property or interests of any associations, partnerships or persons;

To carry on any other businesses that the company may think capable of being conveniently carried on in connection with the above objects or which may seem calculated to directly or indirectly protect, turn to account or benefit the property, undertakings or rights of the company, under the name of "La Compagnie de Téléphone Rural de Saint Mathieu", with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Saint Mathieu, county of Laprairie, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
1918 Assistant Provincial Secretary.

"Clovis Electric Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Amédée Monet, Bernard Bourdon, avocats, de la cité de Montréal, et Antoine Lamarre, étudiant en droit, de la cité de Longueuil, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer et pratiquer sous toutes leurs formes respectives les négoce, industries et commerces de manufacturiers, acheteurs, vendeurs, exportateurs, importateurs, marchands et commerçants de fournitures électriques, de chemins de fer, de moulins d'aucune catégorie, nature et description;

Exercer l'industrie et le commerce de fabricants et marchands d'ampoules électriques, de dynamos, de moteurs, mécanismes d'aiguillage, des métromètres, et autres appareils et procédés pour l'éclairage, le chauffage, le son, la force motrice et propulsive ou autre, de manufacturiers et commerçants de tous objets nécessaires ou utilisables dans la génération, la distribution, l'approvisionnement, l'accumulation et l'usage de la force, de l'action ou de l'énergie électrique, magnétique ou autre;

Acquérir, assumer et exploiter, comme commerce en opération, les entreprises, les affaires, les contrats, la propriété et les autres biens du commerce actuellement exercé en la cité de Montréal, dans la province de Québec, sous le nom et raison sociale de "Clovis Electric Co.", et les payer en parts acquittées, en capitaux, en obligations, en débentures ou en actions-obligations, de la présente corporation;

Manufacturer tous genres d'appareils, fournitures, fixtures, accessoires électriques, magnétiques et galvaniques;

Manufacturer tous genres d'automobiles, cycles-moteurs, bateaux-moteurs, hydroplanes, aréoplanes, autobus, chars et autres véhicules moteurs voitures et vaisseaux de tous genres, nature et description et leurs parties constitutives et tous accessoires se rapportant à ladite industrie;

Exercer le métier de constructeur ou entrepreneur en général, acheter, posséder, vendre, louer, tous édifices y installer tous systèmes de lumière et de pouvoir électrique, poser, construire, établir, fixer tous câbles moteurs, fils, moteurs, accumulateurs, transformateurs, dynamos, lampes, et exécuter tous travaux de quelque nature que ce soit en rapport avec l'emploi et la production de l'électricité comme lumière, chaleur et force motrice;

Exploiter, acheter, vendre, louer les limites à bois, exploiter, acheter, vendre, posséder, manufacturer tous liquides, gaz, gasoline, pétrole, propres à développer du gaz comme éclairage, chaleur ou force motrice;

Construire, posséder, acheter, vendre, louer des garages et entrepôts pour remiser et réparer, pour le compte de la compagnie ou pour tout autre personne, municipalité ou compagnie, les automobiles, aréoplanes, hydroplanes, autobus, bateau-moteur, voitures, agir comme compagnie de transport, de navigation, dans les limites fixées par la loi des camionneurs;

Faire le commerce d'aucun desdits objets comme négociants en gros, en détail, agents, importateurs, exportateurs et faire toutes choses quelconques en rapport avec l'objet de la compagnie;

Manufacturer, acheter et autrement acquérir,

"Clovis Eleteric Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1922, incorporating: Amédée Monet, Bernard Bourdon, advocates, of the city of Montreal, and Antoine Lamarre, student-at-law, of the city of Longueuil, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To do and carry on in all its branches the trades, industries and businesses of manufacturers, buyers, sellers, exporters, importers, merchants and traders of electric supplies, railway supplies, mill supplies of every kind, class and description;

To carry on the trade and business of manufacturers and merchants of electric lamps, dynamos, motors, switching appliances, metrometers and other apparatuses and processes for light, heat, sound, motive, propelling and other power, manufacturers of and dealers in all articles necessary or capable of being used in the generation, distribution, supply, storing and use of force, action or electric, magnetic or other power;

To acquire, take over and carry on, as a going concern, the undertakings, businesses, contracts, property and other assets of the business presently carried on in the city of Montreal, Province of Quebec, under the name and style of "Clovis Electric Co." and to pay for the same in paid up shares, stock, bonds, debentures or debenture-stock of the present corporation;

To manufacture all kinds of electric, magnetic and galvanic appliances, supplies, fixtures and accessories;

To manufacture all kinds of automobiles, motor-cycles, motor boats, hydroplanes, aeroplanes, autobuses, cars and other motor vehicles, conveyances and vessels of every kind, nature and description and their components parts and all accessories incidental to the said business;

To carry on the business of general builder or contractor, buy, possess, sell, lease any buildings and to install therein any systems of light and electric power, to lay, construct, establish, fix any motor cables, wires, motors, storage batteries, transformers, dynamos, lamps, and to execute works of any nature whatsoever in connection with the use and production of electricity for light, heat and motive power;

To exploit, buy, sell, lease timber limits, exploit, buy, sell, possess, manufacture any liquids, gas, gasoline, petroleum, capable of developing gas for light, heat or motive power;

To construct, possess, buy, sell, lease, garages and warehouses for the storage and repair, for the company or for any other person, municipality or company of automobiles, aeroplanes, hydroplanes, autobuses, motor boats, vehicles, act as a transportation and navigation company within the limits fixed by law to carriers;

To deal in any of the said objects as wholesale and retail merchants, agents, importers, exporters and to do any other thing whatsoever in connection with the company's object;

To manufacture, buy and otherwise acquire,

vendre, importer, exporter et disposer de cameras, réflecteurs, appareils et instruments, généraux photographiques, machines cinématographiques, instruments, vues animées, appareils lithographiques et électrographiques ainsi que les accessoires de toute sorte se rattachant à l'exploitation et à l'outillage des locaux d'amusement publics et privés;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie de l'achalandage, du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, et de les payer en argent, en actions, obligations, débetures ou avec d'autres valeurs de la présente compagnie ou autrement;

Acquérir toutes patentes, licences, concessions conférant le droit exclusif ou non exclusif ou limité de se servir de tout secret, ou information ou inventions qui peuvent être utilisés pour l'un quelconque des objets de la compagnie ou dont l'acquisition peut directement ou indirectement bénéficier à la compagnie et de se servir, de développer et de transporter les dites licences pour le bénéfice de la compagnie;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque, ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée d'exercer, ou aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la corporation; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie et souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle corporation, et les vendre et détenir, les ré-émettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer.

Organiser une ou plusieurs compagnies afin d'acquérir ou d'assumer la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie ou pour aucun autre objet qui paraîtra propre à profiter à la compagnie, directement ou indirectement;

Conclure avec aucun arrangement, aucune autorité, municipalité, locale ou autres, aucun arrangement qui paraîtra approprié aux objets de la compagnie ou à aucun d'eux, et obtenir de ces gouvernements ou autorités, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exécuter, exercer, et se conformer à ses arrangements, droits et privilèges et concessions;

De temps à autre, souscrire à, ou subventionner aucune œuvre d'une nature publique ayant une fin charitable, bienveillante ou utile et dont l'aide contribuera dans l'opinion de la compagnie, à accroître sa réputation ou sa popularité chez ses employés, ses clients, ou dans le public;

Prendre ou autrement acquérir des parts dans aucune compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de la compagnie exerçant un commerce ou une industrie qui puissent bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou appropriés aux fins de son commerce et de son industrie et particulièrement des terrains, bâtiments, commodités, machines, outillage et assortiment;

Construire, améliorer, maintenir, gérer ou

sell, import, export, and dispose of cameras, reflectors, general photographic apparatuses and instruments, cinematographic machines, instruments, moving pictures, lithographic and electrographic apparatuses as well as all the accessories of every kind appertaining to the exploitation and equipment of public and private amusement places;

To acquire and take over the whole or any part of the goodwill, business, property and assets of any person, partnership or company carrying on any business that the company is authorized to carry on and to pay for the same in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To acquire any patents, licenses, concessions conferring any exclusive, non-exclusive or limited right to use any secret or other information or invention capable of being used for any of the company's purposes or the acquisition of which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to use, exercise, develop or transfer the said licenses for the benefit of the company;

To enter into any partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or about to carry on any transactions that the company is authorized to carry on or any business or transactions capable of being carried so as to directly or indirectly benefit the corporation; also lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company and to subscribe to or otherwise acquire the shares or other securities of any such corporation and to sell and hold and re-issue with or without warranty or otherwise dispose of the same;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring or taking over the whole or any part of the property or liabilities of the company or for any other object which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company;

To enter into any arrangement with any authority, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from such authorities or governments all the rights, privileges and concessions that the company may think it desirable to obtain, also execute, carry out and to comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

From time to time to subscribe, to or subsidize any work of a public nature having a charitable, benevolent or useful object and which help shall contribute in the opinion of the company to enhance its reputation or popularity among its employees, customers or in the public;

To take or otherwise acquire shares in any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the company and carrying on a business or trade capable of directly or indirectly benefiting the company;

To buy, take on lease or in exchange or otherwise acquire any real or personal property, rights, privileges that the company may think necessary or conducive to the purposes of its trade and business, and particularly any lands, buildings, conveniences, machinery, equipment and stock in trade;

To construct, improve, maintain manage or

contrôler tous chemins, ponts, usines, magasins et autres ouvrages qui sont propres directement ou indirectement à promouvoir l'intérêt de la compagnie et contribuer par tous autres moyens d'assistance à la construction, à l'amélioration et au maintien des choses ci-dessus;

Prêter ou payer de l'argent à toutes personnes qui sont en relations d'affaires avec la compagnie garantir l'exécution de contrats par aucune des dites personnes;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables et transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie pour quelque considération que la compagnie jugera profitable et en particulier des parts, débentures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie propres à ceux de la compagnie;

Acquérir par contrat, transport, achat, et obtenir toutes licences, pouvoirs, autorités, franchises, concessions, droits et privilèges qu'aucun gouvernement, autorité ou corporation ou tout autre corps politique peut donner et payer, aider et contribuer à l'obtention de ce que dit ci-dessus moyennant des parts de la compagnie, des obligations et des effets quelconques de la compagnie pour défrayer les dépenses nécessaires à l'obtention desdits objets;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie en tous pays étrangers et désigner des personnes suivant les lois de tels pays étrangers pour représenter la compagnie et pour recevoir signification pour et en faveur de la compagnie de toutes procédures ou actions;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement aucune compagnie ou personne et garantir l'exécution de contrats par toute telle personne avec qui la compagnie aura des relations d'affaires;

Annoncer les produits de la compagnie en particulier dans les journaux, par circulaires, par achats, et exhibitions d'ouvrages d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et de périodiques et en accordant des prix, récompenses et donations;

Vendre, améliorer, développer, faire valoir ou autrement disposer de la propriété ou d'aucune partie de la propriété foncière ou personnelle et des droits de la compagnie;

Faire toutes les choses ci-dessus comme principaux, agents, contracteurs ou autrement soit seul avec d'autres;

Faire toutes autres choses appropriées à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'iceux, sous le nom de "Clovis Electric Co., Limited", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents piastres (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1935

C.-J. SIMARD.

control any roads, bridges, shops, stores and other works directly or indirectly calculated to promote the interest of the company and to contribute by any other means of assistance to the construction, improvement and maintenance of the above things;

To lend or pay out money to any persons having business dealings with the company, guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, underwrite, accept, endorse, discount, pay out and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of the company;

To acquire by contract, transfer, purchase, and to secure any licenses, powers, authorities, franchises concessions, rights and privileges which any government, authority or corporation or any other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying out the same into effect, with shares of the company, bonds and other instruments whatsoever of the company to defray the necessary expenses for the obtaining of the said objects;

To procure the company to be registered and known in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign countries to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any company or person and guarantee the performance of contracts by any such person with whom the company may have business dealings;

To advertise the products of the company and in particular in the newspapers, by circulars, purchases and exhibitions of works of art or interest, the publication of books and periodicals and the granting of awards, prizes and donations;

To sell, improve, develop, turn to account or otherwise dispose of the real or personal property of the company or any part thereof and of the rights of the company;

To do all the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or with others;

To do all such other things as are conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "Clovis Electric Co., Limited", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred (\$19,900.00) dollars divided into one hundred and ninety nine (199) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the provincial Secretary, this twentieth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1936

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

563-19.

Québec, 29 avril 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ferme-Neuve, comté de Labelle, les lots Nos 22 à 28, inclusivement, du rang 1 du canton de Moreau, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Michel-des-Cèdres, même comté.

1881-19-2

563-19.

Quebec, 29th April, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Ferme-Neuve, county of Labelle, the lots Nos. 22 to 28, inclusively, of the 1st range of the township of Moreau, and to annex them to the school municipality of Saint-Michel-des-Cèdres, same county.

1882-19-2

165-22

Quebec, 1er mai 1922.

Demande est faite de détacher:

1. De la municipalité scolaire de Sainte-Marie-de-Blandford, comté de Nicolet, les lots Nos 26 à 45, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford; les lots Nos 79 à 96, inclusivement, du même cadastre; les lots Nos 120 à 152, inclusivement, du cadastre officiel de Sainte-Marie-de-Blandford, paroisse; les lots Nos 593 à 605 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Gertrude;

2. De la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Blandford (Manseau), comté de Nicolet, les lots Nos 17 à 22, inclusivement, du rang A du canton de Blandford; les lots Nos 824 à 833a, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, neuvième concession de Lévrard; les lots Nos 834a à 843, inclusivement, de la dixième concession de Lévrard, même cadastre;

3. De la municipalité scolaire de Saint-Louis-de-Blandford, comté de Nicolet, les lots Nos 23 du rang "A" de Blandford, cadastre officiel de Blandford, et les lots Nos 19 à 23 des premier et deuxième rangs de Blandford; les lots Nos 19 à 25, inclusivement, des troisième et quatrième rangs de Blandford. Ces numéros de lots étant les mêmes que ceux du cadastre;

4. De la municipalité scolaire de Maddington, comté d'Arthabaska, les lots Nos 618 à 623, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Gertrude, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Lemieux".

1883-19-2

165-22

Quebec, May 1st, 1922.

Application is made to detach:

1. From the school municipality of Sainte-Marie-de-Blandford, county of Nicolet, the lots Nos 26 to 45, inclusive, of the official cadastre of the parish of Sainte-Marie-de-Blandford; the lots Nos 79 to 96, inclusive, of the same cadastre; the lots Nos 120 to 152, inclusive, of the official cadastre of Sainte-Marie-de-Blandford, parish; the lots Nos 593 to 605 of the official cadastre of the parish of Sainte-Gertrude;

2. From the school municipality of Saint-Joseph-de-Blandford (Manseau), county of Nicolet, the lots Nos 17 to 22, inclusive, of range A of the township of Blandford; the lots Nos 824 to 833a, inclusive, of the official cadastre of the parish of Saint-Pierre-les-Becquets, ninth concession of Lévrard; the lots Nos 834a to 843, inclusive, of the tenth concession of Lévrard, same cadastre;

3. From the school municipality of Saint-Louis-de-Blandford, county of Nicolet, the lot No. 23 of range A of Blandford, official cadastre of Blandford, and the lots Nos 19 to 23 of the first and second ranges of Blandford; the lots Nos. 19 to 25, inclusive, of the third and fourth ranges of Blandford. These last lots being the same as those of the cadastre.

4. From the school municipality of Maddington, county of Arthabaska, the lots Nos. 618 to 623, inclusive, of the official cadastre of the parish of Sainte-Gertrude, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of "Lemieux".

1884-19-2

341-20

Québec, 1er mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, les lots Nos 743 à 749, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sylvestre, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Séverin, comté de Beauce.

1885-19-2

341-20

Quebec, May 1st 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Sylvestre, county of Lotbinière, the lots Nos 743 to 749, inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint-Sylvestre, and to annex them to the school municipality of Saint Severin, county of Beauce.

1886-19-2

573-19.

Québec, 1er mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Lazare, comté de Bellechasse, les lots Nos 15a du premier rang de Buckland jusqu'au lot No 10D, inclusivement, du même dit premier rang de Buckland, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Sainte-Claire, comté de Dorchester.

1887-19-2

573-19.

Quebec, 1st May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Lazare, county of Bellechasse, the lots Nos. 15a of the first range of Buckland up to the lot No. 10d, inclusively, of the same first range of Buckland, and to annex all the above territory to the school municipality of Sainte Claire, county of Dorchester.

1888-19-2

893-20

Quebec, 1er mai 1922.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Latulippe, comté de Témiscamingue, les lots Nos 13 à 33, inclusivement, du rang 1

893-20

Quebec, 1st May, 1922.

Application is made to annex to the school municipality of Latulippe, county of Temiscaming, the lots Nos. 13 to 33, inclusively, of range

du canton de Gaboury; ces lots n'appartiennent à aucune municipalité scolaire organisée.

1889—19-2

I of the township of Gaboury; these lots form no part of any organized school municipality.

1890—19-2

645-21.

Québec, 2 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de La-Vérendrie, comté de Berthier, le lot No 37, à l'exception de la partie appartenant à Dame Louis Valois, du cadastre officiel de la paroisse de La-Vérendrie, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Ignace-de-Loyola, même comté.

1891—19-2

645-21

Quebec, 2nd May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of La-Vérendrie, county of Berthier, the lot No. 37, with the exception of the part thereof belonging to Dame Louis Valois, of the official cadastre of the parish of La-Verendrie, and to annex it to the school municipality of Saint-Ignace-de-Loyola, same county.

1892—19-2

209-22.

Québec, 2 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Félicien, comté de Lac Saint-Jean, les lots Nos 1 à 5, inclusivement, du premier rang de la subdivision primitive du canton de Demeules; les lots Nos 48 et 49 du troisième rang de la subdivision primitive du canton de Ashuapmouchouan, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Félicien, village, l'autre partie devant, à l'avenir, être désignée sous le nom de Saint-Félicien, paroisse. 1893—19-2

209-22.

Quebec, May 2nd, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Félicien, county of Lake Saint John, the lots Nos 1 to 5, inclusively, of the first range of the original subdivision of the township of Demeules; the lots Nos 48 and 49 of the third range of the original subdivision of the township of Ashuapmouchouan, and to erect all the above territory into a separate school municipality under the name of Saint Félicien, village, the other part to be known in the future, under the name of Saint Félicien, parish.

1894—19-2

1647-16.

Québec, 3 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Leeds-Sud, comté de Mégantic, les lots Nos 14, du rang IV du canton de Leeds, les lots Nos 15 du rang III et 12a du rang V du même canton, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Antoine-de-Pontbriand, même comté.

1895—19-2

1647—16

Quebec, 3rd May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Leeds-South, county of Megantic, the lots Nos. 14, of range IV of the township of Leeds, the lots Nos 15 of range III and 12a of range V of the same township, and to annex them to the school municipality of Saint-Antoine de Pontbriand, same county.

1896—19-2

2587-21

Québec, 5 mai 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 3 mai 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Césaire, paroisse, comté de Rouville, le lot No 104 des plan et livre de renvoi officiels pour ladite paroisse de Saint-Césaire et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Paul-d'Abbotsford, paroisse, même comté.

1923

2587-21

Quebec, May th 1922.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 3rd of May, 1922, to detach from the school municipality of Saint Césaire, parish, county of Rouville, the lot No. 104 of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Césaire and to annex it to the school municipality of Saint-Paul-d'Abbotsford, same county.

1924

642-21.

Québec, 5 mai 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 3 mai 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Clotilde, village, comté de Châteauguay, les lots Nos 1034 à 1050, inclusivement; parties 1151 à 1165, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Clotilde, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Sainte-Clotilde, paroisse, même comté.

1925

642-21.

Quebec, 5th May, 1922.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 3rd of May, 1922, to detach from the school municipality of Sainte-Clotilde, village, county of Châteauguay, the lots Nos 1034 to 1050, inclusive; of parts 1151 to 1165, inclusive, of the official cadastre of the parish of Sainte Clotilde, and to annex all the above territory to the school municipality of Sainte Clotilde, parish, same county.

1926

818-21.

Québec, 5 mai 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 3 mai 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Cap-aux-Os, comté de Gaspé, le lot No. 6c du cadastre officiel de la paroisse de Cap-aux-Os, et de l'annexer à la municipalité scolaire de l'Anse-du-Gros-Cap-Aux-Os, même comté.

1927

818-21.

Québec, 5 mai 1922.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in council dated the 3rd of May, 1922, to detach from the school municipality of Cap-aux-Os, county of Gaspé, the lot No. 6c of the official cadastre of the parish of Cap-aux-Os, and to annex it to the school municipality of Anse-du-Gros-Cap-aux-Os, same county.

1928

375-22.

Québec, 5 mai 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 3 mai 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Visitation-de-Maniwaki, comté de Hull, les lots Nos 3 à 7, inclusivement, du rang I du canton d'Egan, et de les annexer à celle d'Egan, même comté.

1929

375-22

Québec, 5 mai 1922.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 3rd of May, 1922, to detach from the school municipality of Visitation-de-Maniwaki, county of Hull, the lots Nos. 3 to 7, inclusive, of range I of the township of Egan, and to annex them to that of Egan, same county.

1930

Québec, 8 mai 1922.

Demande est faite de détacher le rang un des lots 19 à 28, les deux inclus; le rang deux des lots 1 à 6, les deux inclus, et des 17 à 28, les deux inclus; les rangs trois, quatre et cinq; le rang six des lots 4 à 28, les deux inclus; le rang sept moitiés nord des lots 5, 6 et 7, le quart nord-est du lot 9, la moitié nord du lot 10, au nord 137 acres lot 11, trois-quarts nord des lots 12 et 13, moitiés nord des lots 14, 15 et 16, et les lots 17 à 28, les deux inclus, du canton Newport, comté de Compton, de la municipalité scolaire de Newport, et de constituer ce territoire en municipalité scolaire séparée, pour les protestants seulement, sous le nom de "Island Brook".

1931-19-2

Quebec, 8th May, 1922.

Application is made to detach range one from lots 19 to 28, both inclusive; range two from lots 1 to 6, both inclusive, and from 17 to 28, both inclusive; ranges three, four and five; range six from lots 4 to 28, both inclusive; range seven north halves of lots 5, 6 and 7, north-east quarter lot 9, north half lot 10, north 137 acres lot 11, north three fourth lots 12 and 13, north halves lots 14, 15 and 16, and lots 17 to 28, both inclusive, of the township of Newport, county of Compton, from the school municipality of Newport, and to erect this territory into a separate school municipality, for Protestants only, under the name of "Island Brook."

1932-19-2

442-22

Québec, 20 avril 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Agnès, comté de Charlevoix, les lots Nos 375 à 387, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agnès, et de les annexer à la municipalité scolaire de De Sales, même comté.

1775-18-2

442-22

Quebec, 20th April, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte Agnès, county of Charlevoix, the lots Nos. 375 to 387, inclusively, of the official cadastre of the parish of Sainte Agnès, and to annex them to the school municipality of De Sales, same county.

1776-18-2

294-22

Québec, 26 avril 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Roch-de-l'Achigan, comté de l'Assomption, les lots Nos 284 à 317, inclusivement, 319 à 364, inclusivement; 647 à 673, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Roch-Ouest.

1773-18-2

294-22

Quebec, 26th April, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Roch-de-l'Achigan, county of l'Assomption, the lots Nos. 284 to 317, inclusively, 319 to 364, inclusively, 647 to 673 inclusively, all of the official cadastre of the parish of Saint Roch-de-l'Achigan, and to erect all the above territory into a separate school municipality under the name of Saint-Roch-Ouest.

1774-18-2

2492-21

Québec, 28 avril 1922.

Demande est faite de détacher:

1. De la municipalité scolaire de Saint-Henri-de-Mascouche, comté de l'Assomption, les lots Nos 921 à 996, inclusivement, 1049 à 1099, inclusivement, et 1100 à 1126, inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche;

2. De la municipalité scolaire de Saint-Lin, comté de l'Assomption, les lots Nos 115, 114, 113, 112, inclusivement, ces deux derniers prolongés jusqu'à l'axe du chemin public qui les borne, et les lots Nos 120 à 167, inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lin, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Joachim.

1771-18-2

2492-21

Quebec, 28th April, 1922.

Application is made to detach:

1. From the school municipality of Saint-Henri-de-Mascouche, county of l'Assomption, the lots Nos. 921 to 996, inclusively, 1049 to 1099, inclusively, and 1100 to 1126, inclusively, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Henri-de-Mascouche;

2. From the school municipality of Saint Lin, county of l'Assomption, the lots Nos. 115, 114, 113, 112, inclusively, the two last numbers prolonged to the axis of the public road which bounds them, and the lots Nos. 120 to 167, inclusively, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Lin, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of Saint Joachim.

1772-18-2

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2499.

Dame Sarah Cohen, épouse commune en biens de David Kauffman, commerçant, de la cité et district de Montréal, demanderesse; vs ledit David Kauffman, défendeur.

La demanderesse, a ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

Montréal, 4 mai 1922.

L'avocat de la demanderesse,
1941—19-5 J.-N. DECARIE.

Province de Québec, district de Montcalm, Cour supérieure, No 917.

Dame Alex. Thomas (Marie-Jeanne Chalifoux), épouse commune en biens de Alex. Thomas, marchand, de Saint-Rémi-D'Amherst, dûment autorisée à ester en justice; vs Alex. Thomas, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

Saint-Jérôme, Terrebonne, 22 avril 1922.

Le procureur de Dame Alex. Thomas,
1783—18-5 HERMANN BARRETTE, avocat.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1575.

Dame Albina Dufault, de Montréal, épouse commune en biens de Ovila Dufour, tailleur, du même lieu, demanderesse; vs Ovila Dufour, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 28 avril 1922.

Le procureur de la demanderesse,
1811—18-5 L.-C. MEUNIER.

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 1341.

Dame Victoria Benoit, de la paroisse de Saint-Alphonse-de-Granby, district de Bedford, épouse de Ernest Fournier, cultivateur, du même lieu et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Ernest Fournier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25 avril 1922.

Sweetsburg, 27 avril 1922.

Les avocats de la demanderesse,
1827—18-5 GIROUX & GIROUX.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4097.

Dame Eugénie Desrochers, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Edgar Bisailon, automobiliste, du même lieu, demanderesse; vs ledit Edgar Bisailon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 mars 1922.

Montréal, 3 mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
1843—18-5 DORAIS & DORAIS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1289.

Dame Marie Pagé, de Montréal, épouse de Hormisdas Leduc, boucher, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son époux.

Montréal, 8 mars 1922.

L'avocat de la demanderesse,
1845—18-5 J.-H.-O. PAPILLON.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2499.

Dame Sarah Cohen, wife common as to property of David Kauffman, trader, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said David Kauffman, defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to property against the defendant Montreal, 4th May, 1922.

J. N. DECARIE,
1942—19-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montcalm, Superior Court, No. 917.

Dame Alex. Thomas (Marie Jeanne Chalifoux), wife common as to property of Alex. Thomas, merchant, of Saint-Rémi-D'Amherst, duly authorized to *ester en justice* vs Alex. Thomas, of the same place.

An action for separation as to property has been instituted, this day.

Saint Jérôme, Terrebonne, 22nd April, 1922.

HERMANN BARRETTE,
1784—18-5 Attorney for Dame Alex Thomas.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1575.

Mrs Albina Dufault, of Montreal, wife common as to property of Ovila Dufour, tailor, of the same place, plaintiff; vs Ovila Dufour, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been issued this day, against the defendant.

Montreal, 28th April, 1922.

L. C. MEUNIER,
1812—18-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 1341.

Dame Victoria Benoit, of the parish of Saint-Alphonse-de-Granby, district of Bedford, wife of Ernest Fournier, farmer, of the same place and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Ernest Fournier, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 25th of April, 1922.

Sweetsburg, April 27th., 1922.

GIROUX & GIROUX,
1828—18-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4097.

Dame Eugénie Desrochers, of the city of Montreal, wife common as to property of Edgar Bisailon, automobilist, of the same place, plaintiff; vs the said Edgar Bisailon, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 23rd day of March, 1922.

Montreal, 3rd May, 1922.

DORAIS & DORAIS,
1844—18-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1289.

Dame Marie Pagé, of Montreal, wife of Hormisdas Leduc, butcher, of the same place, has instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, 8th March, 1922.

J. H. O. PAPILLON,
1846—18-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, Cour supérieure du district de Saint-François, No 521.

Dame Evelina Simpson, du canton de Barford, dit district, épouse de Thomas Ham, cultivateur, a pris une action en séparation de biens contre son époux.

Sherbrooke, 31 mars 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
1731—17-5 VERRET & DESILETS.

Province of Quebec, Superior Court, district of Saint Francis, No. 521.

Dame Evelina Simpson, of the township of Barford, in the said district, wife of Thomas Ham, farmer, has taken an action in separation as to property against her said husband.

Sherbrooke, 31st March, 1922.

VERRET & DESILETS,
1732—17-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2385.

Dame Delphine Corbeil, de Saint-Michel-de-Laval, district de Montréal, épouse commune en biens de Adolphe Constantineau, autrefois cultivateur, de la ville de Saint-Michel-de-Laval, dûment autorisée à ester en justice, district de Montréal, demanderesse; vs Adolphe Constantineau, autrefois cultivateur, aujourd'hui journalier, de la ville de Saint-Michel, comté de Laval, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 12ème jour d'avril 1922.
Montréal, 12 avril 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
1657—17-5 GUERIN & RENAUD.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2385.

Dame Delphine Corbeil, wife common as to property of Adolphe Constantineau, once farmer of the town of Saint-Michel-de-Laval, duly authorized to *ester en justice*, of Saint-Michel-de-Laval, district of Montreal, plaintiff; vs Adolphe Constantineau, once farmer, and now laborer, of the town of Saint-Michel-de-Laval, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 12th day of April, 1922.
Montreal, April 20th 1922.

GUERIN & RENAUD,
1658—17-2 Attorneys for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3304.

Dame Florida Major, épouse commune en biens de Cyprien Boisvert, dûment autorisée à ester en justice par un jugement en date du 13ème jour d'avril 1922, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Cyprien Boisvert, laitier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 15ème jour d'avril 1922.
Montréal, 18 avril 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
1659—17-5 GUERIN & RENAUD.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 3304.

Dame Florida Major, wife common as to property of Cyprien Boisvert, duly authorized to *ester en justice* by a judgment dated the 13th day of April, 1922, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Cyprien Boisvert, milkman, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 15th day of April, 1922.
Montreal April 18th, 1922.

GUERIN & RENAUD,
1660—17-5 Attorneys for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 591.

Dame Florida Larivière, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur, demanderesse; vs Albert Morel, imprimeur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparations de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.
Montréal, 12 avril 1922.

Le procureur de la demanderesse,
1603—16-5 J.-A. BOISSONNEAULT.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 591.

Florida Larivière, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the defendant, plaintiff; vs Albert Morel, printer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.
Montreal, April 12th, 1922.

J.-A. BOISSONNEAULT,
1604—16-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1460.

Dame Blanche Boulay, épouse commune en biens de Léonce Giguère, commis, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice; vs Léonce Giguère, du mêmes lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.
Montréal, 8 avril 1922.

Les procureurs de Blanche Boulay,
1503—15-5 TRUDEAU & GUERIN.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1460.

Dame Blanche Boulay, wife common as to property of Léonce Giguère, clerk, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*; vs Léonce Giguère, of the same place.

An action in separation as to property has been instituted, to day.
Montreal, 8th April, 1922.

TRUDEAU & GUERIN,
1504—15-5 Attorneys for Blanche Boulay.

Action en séparation de corps et de biens

Action for separation as to bed and board

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 284.

Gilbert Grindrod, ouvrier, des cité et district des Trois-Rivières, demandeur; vs Dame Lizzie Jane Leach, du même endroit, défenderesse.

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 284.

Gilbert Grindrod, workman, of the city and district of Three Rivers, plaintiff; vs Dame Lizzie Jane Leach, of the same place, defendant.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée le 14 février 1922.

Trois-Rivières, 25 avril 1922.

Les procureurs du demandeur,
1715—17-5 DESILETS & FORTIER.

An action in separation from bed and board has been instituted on the 14th of February 1922.

Three Rivers, April 25th, 1922.

DESILETS & FORTIER,
1716—17-5 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Avis est par le présent donné que la licence d'affaires octroyée à la compagnie "Davis Bournoville Company" en date du 11 août 1919, conformément aux articles 6098 et suivants des S. R. Q., 1909, est annulée.

Daté du bureau du secrétaire de la province conformément à l'article 6105 des S. R. Q. 1909, ce sixième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1913 C.-J. SIMARD.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the license to carry on business in this Province granted to the "Davis Bournoville Company" dated the 11th of August, 1919, in accordance with articles 6098 and following of the Q. R. S., 1909, is cancelled.

Dated at the office of the Provincial Secretary, pursuant to article 6105 of the Q. R. S. 1909, this sixth day of May, 1922.

C. J. SIMARD,
1914 Assistant Provincial Secretary.

Bureau-chef

Avis est donné que la compagnie "Bernard Brault, limitée", constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 30 janvier 1922, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 2855 du boulevard Rosemont.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 18ième jour d'avril 1922.
Le secrétaire,
1909 J.-A. BOUTET.

Chief Office

Notice is hereby given that the company "Bernard Brault, limitée" incorporated in the Province of Quebec, by letters patent dated the 30th of January, 1922, and having its principal place of business in the city of Montreal, has established its office at No. 2855 Rosemont Boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, the 18th day of April, 1922.
J. A. BOUTET,
1910 Secretary.

Compagnies dissoute

LA COMPAGNIE "THE MONTREAL LAND & IMPROVEMENT COMPANY"

Avis est par le présent donné que la compagnie "The Montreal Land & Improvement Company", constituée en corporation par lettres patentes de cette province en date du 4 juin 1892 et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, est dissoute, conformément à l'article 6136 S. R. Q. 1909.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1911 C.-J. SIMARD.

Companies dissolved

THE MONTREAL LAND & IMPROVEMENT COMPANY.

Notice is hereby given that "The Montreal & Land & Improvement Company Incorporated" by letters patent of this Province dated the 4th of June, 1892, and having its head office at Montreal, is dissolved, pursuant to article 6136 Q.R.S., 1909.

Dated at the office of the Provincial's Secretary, this second day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,
1912 Assistant Provincial Secretary.

Examens

AVIS

Les examens pour l'admission à l'étude et à la pratique de l'architecture dans cette province auront lieu le 24 juillet, 1922 et les jours suivants, dans les salles de l'Association des architectes de la province de Québec, hôtel de ville, Québec, P. Q., à neuf heures de l'avant-midi de chaque jour.

Les témoignages d'étude, item "A", des exa-

Examinations

NOTICE

The examinations for admission to study of architecture or registration in this Province will be held the 24th July, 1922 and the following days, at the rooms of the Province of Quebec Association of Architects, city hall, Quebec, P. Q., at nine o'clock in the forenoon, each day.

Testimonies of study, item "A" of the examin-

mens (voir charte et règlements), devront être remis au bureau de l'Association le ou avant le 24 juin de l'année courante. Ces témoignages d'étude devront être accompagnés d'un honoraire de dix dollars (\$10.00) pour les examens d'immatriculation et d'un honoraire de vingt-cinq dollars (\$25.00) pour les examens d'enregistrement.

1939

ations (see charter and by-laws) shall have to be in the rooms of the Association, on or before the 24th June next. The said testimonies to be accompanied by a fee of ten dollars (\$10.00) for candidates for matriculation and a fee of twenty five dollars (\$25.00) for registration.

1940

ERRATUM

A la page 1069 de la *Gazette officielle de Québec* du 6 mai 1922, aux numéros 1837-1838, à la dernière ligne du sixième paragraphe, lisez: *canton* de Beresford, au lieu de *comté* de Beresford.

1979

ERRATUM

On page 1069 of the *Quebec Official Gazette* of the 6th of May, 1922, numbers 1837-38, at the last line of the sixth paragraph, read: *township* of Beresford instead of *county* of Beresford.

1980

Faillite—avis de

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 147.

Dans l'affaire de Leger, Lavoie imitée, 2609 Notre-Dame-Est, Montréal, en liquidation; vs F.-R. Paquet & J.-O. Bonnier, liquidateurs.

Un bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable le 23 mai 1922.

Les liquidateurs,

F.-ROMEO PAQUET & JOSEPH-O.

BONNIER.

Montréal, le 8 mai 1922.

1919

Bankrupt notice

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 147.

In the matter of Leger, Lavoie, Limited, 2609 Notre-Dame-East, Montréal, in liquidation; vs F. R. Paquet & J. O. Bonnier, liquidators.

A dividend sheet has been prepared in this matter and is payable on the 23rd day of May, 1922.

F. ROMEO PAQUET & JOSEPH

O. BONNIER,

Liquidators.

Montreal, 8th May, 1922.

1920

Minutes de notaire

Québec, 4 mai 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Joseph-Lionel Girouard, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Henri-P. Pepin, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant aussi à Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

1853—18-5

C.-J. SIMARD.

Québec, 26 avril 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Oscar Théoret, notaire, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Napoléon Théoret, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

1729—17-5

C.-J. SIMARD.

Quebec, 4th May, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council, by Mr. Joseph Lionel Girouard, notary, residing and practicing at Montreal, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Henri P. Pepin, in his lifetime notary, also residing and practicing at Montreal.

C. J. SIMARD,

1854—18-5

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 26th April, 1922.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council, by Mr. Oscar Théoret, notary, residing and practicing in the city of Montreal, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Napoléon Théoret, in his lifetime of the same place.

C. J. SIMARD,

1730—17-5

Assistant Provincial Secretary.

Ordres de Cour

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3274.

Montreal Dairy Company, Limited, demanderesse; vs Janvier Drouin, défendeur; et "The Stanstead and Sherbrooke Mutual Fire Ins. Co., tiers-saisie.

Le 6 mai 1922, sur l'ordre de l'honorable juge Coderre, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité dudit Janvier Drouin, de Nomingue, district de Montcalm, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Le député protonotaire, Cour supérieure,

J.-B. CHARBONNEAU,

Les procureurs de la demanderesse,
PERRON, TASCHEREAU, RINFRET,

VALLEE & GENEST.
1921—19-2

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure, No 1013.

Le 10 mai 1922

Présent: H.-A. Beauregard, P. C. S.

La Banque Nationale, demanderesse; vs Johnny Girouard *et al*, défendeurs; et Dame Régina Labossière, opposante.

Vu que des deniers ont été rapportés devant cette Cour comme produit de meubles vendus en cette cause; vu que la demanderesse a fait ce jour une motion alléguant la déconfiture du défendeur, Johnny Girouard; ordre est donné aux créanciers de ce dernier de produire leurs réclamations au bureau du protonotaire du district de Saint-Hyacinthe, dans les quinze jours de la première insertion du présent avis.

Le protonotaire, P. C. S.,

1977—19-2 H.-A. BEAUREGARD.

Rules of Court

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 3274.

Montreal Dairy Company, Limited, plaintiff; vs Janvier Drouin, defendant; and "The Stanstead & Sherbrooke Mutual Fire Ins. Co., Farnishee.

The 6th of May, upon the order of the Honourable Judge Coderre, render this day, seeing the allegation of the insolvency of the said Janvier Drouin, of Nomingue, district of Montcalm, the creditors of the said defendant who have not yet filed their claims in this cause are now called upon to do so, at the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal, at Montreal, within the fifteen days following the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec official Gazette*, in accordance with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

J. B. CARBONNEAU,

Deputy prothonotary of the Superior Court,
PERRON, TASCHEREAU, RINFRET,

VALLEE & GENEST,
Attorneys for plaintiff.
1922—19-2

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe, Superior Court, No. 1013.

The 10th of May, 1922

Present: H. A. Beauregard, P. S. C.

La Banque Nationale, plaintiff; vs Johnny Girouard *et al*, defendant; and Dame Régina Labossière, opponent.

Whereas sums of money have been returned into Court coming from the sale of moveable property belonging to the defendants; whereas the plaintiff has this day made a motion in which it is alleged that defendant, Johnny Girouard is insolvent; the creditors of said Johnny Girouard are hereby ordered to file their claims in the office of the prothonotary of the district of Saint Hyacinthe, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice.

H. A. BEAUREGARD,

1978—19-2 P. S. C.

Soumissions

Province de Québec, municipalité scolaire des villages de Sacré-Cœur-de-Jésus, East-Broughton, comté de Beauce.

Avis public est par les présentes donné que la municipalité scolaire des villages de Sacré-Cœur-de-Jésus demande des soumissions cachetées adressées au secrétaire-trésorier de la dite municipalité scolaire, pour l'achat de l'émission d'obligations suivantes, et résolution adoptée à une session des commissaires le septième jour de mars 1922.

Montant \$30,000.00 date d'échéance, du premier juillet 1923 au premier juillet 1942. Taux d'intérêt 5% payable annuellement le premier juillet de chaque année à Sacré-Cœur-de-Jésus, Québec ou Montréal. Ces soumissions seront reçues par le soussigné jusqu'au vingt-sept mai 1922.

Le règlement en vertu duquel les débetures sont émises a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 25 avril 1922.

Tenders

Province of Quebec, school municipality of the villages of Sacré-Cœur-de-Jésus, East Broughton, Beauce Co., P. Q.

Public notice is hereby given that the school municipality of the village of Sacré-Cœur-de-Jésus will receive sealed tenders addressed to the secretary-treasurer of the said municipality, for the purchase of the following bonds issued under a resolution adopted at a meeting of the school commissioners dated the seventh day of March, 1922.

Amount \$30,000.00 maturing from the first of July, 1923 to the first of July, 1942, bearing interest at the rate of 5% payable yearly the first of July of each year, at Sacré-Cœur-de-Jésus, Quebec or Montreal. These tenders shall be received by the undersigned until the twenty seventh of May, 1922.

The by-law under which the bonds are issued has been approved by the Lieutenant-Governor by Order in Council dated the 25th of April, 1922.

Les débentures en vente sont par coupures de \$1,500.00 chacune et auxquelles seront annexées des coupons d'intérêt payables le premier juillet de chaque année. Ces obligations ou billets de quinze cents piastres datés du premier juillet seront remboursables d'année en année, le premier dans un an, le 2ième dans deux ans et ainsi de suite pendant ladite période de vingt ans. Elles seront prises en considération par la commission scolaire le vingt-sept mai 1922 et les débentures seront accordées sur décision de la commission scolaire.

La commission scolaire ne s'engage pas à accepter les soumissions ou aucune d'elles.

Le dépôt de 1% exigé par la loi doit accompagner chaque soumission.

Donné à Sacré-Cœur-de-Jésus ce sixième jour du mois de mai 1922.

Le secrétaire-trésorier,

J.-EMILE PERRON.

Commission scolaire, village Sacré-Cœur-de-Jésus, East Broughton, comté de Beauce, P. Q.
1933

The bonds for sale are in denominations of \$1,500.00 each, with interest coupons attached thereto, payable the first of July of each year. These bonds or notes of fifteen hundred dollars each dated the first of July shall be redeemable from year to year, the first in one year, the second in two years and so on for a period of twenty years. They shall be considered by the school commission the twenty seventh day of May, 1922 and the bonds shall be allotted upon the decision of the school commission.

The school commission does not bind itself to accept any of the tenders.

The deposit of 1% required by law must accompany each tender.

Given at Sacré-Cœur-de-Jésus, this sixth day of the month of May, 1922.

J. EMILE PERRON,

Secretary-Treasurer.

School commission of the village of Sacré-Cœur-de-Jésus, East Broughton, Beauce Co., P. Q.
1934

Province de Québec, ville de Lauzon.

Avis public est par les présentes donné que le conseil municipal de la ville de Lauzon recevra d'ici au 22 mai prochain (1922) jusqu'à 4 hrs P. M., au bureau du soussigné, H. Bourassa, secrétaire-trésorier de ladite ville, des soumissions écrites pour l'achat de quarante mille (\$40,000.00) piastres d'obligations, étant partie d'une émission plus considérable autorisée par le règlement No 90 de ladite ville, dûment approuvé suivant la loi, avec coupons d'intérêt au taux de 6% par an, intérêt payable semi-annuellement les premiers mai et novembre de chaque année, aux bureaux de la Banque Nationale, à Lauzon et à Québec.

Ces obligations sont de la dénomination de \$100.00 et multiples de \$100.00 chacune, rachetables par séries durant une période de dix ans.

Les soumissions devront porter plus l'intérêt accru.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt. Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'aura pas été acceptée leur sera remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement.

Lesdites soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance régulière du conseil municipal de ladite ville qui aura lieu lundi, le 22 mai prochain 1922, à 8 hrs P. M.

Le dit conseil ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Donné à Lauzon, Québec, ce 1er jour de mai mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire-trésorier,

1803—18-2

H. BOURASSA.

Province of Quebec, town of Lauzon.

Public notice is hereby given that the municipal council of the town of Lauzon will receive from now up to 22nd day of May next (1922), till 4 o'clock P. M., at the office of the undersigned, H. Bourassa, secretary-treasurer of the said town, written tenders for the purchase of debentures of said town, amounting to forty thousand (\$40,000.00) being part of a larger issue authorized under by-law No 90, of the said town, duly approved to law, with interest coupons at the rate of six per cent per annum, interest payable semi-annually on the 1st May and November of every year, at the offices of La Banque Nationale, at Lauzon or Quebec.

These debentures are of denomination of \$100.00 and multiple of \$100.00 each, redeemable by series during a period of ten years.

The tenders should mention plus accrued interest.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of this loan. After the opening of the tenders, the cheques deposited as aforesaid shall be handed back to the tenderers, except to whom whose offer is accepted, to whom it shall be handed back only after the execution of his contract.

The said tenders will be opened and taken into consideration at the regular meeting of the municipal council of the said town which will be held on Monday, the 22nd day of May next, 1922, at 8 o'clock P. M.

The said council does not bind itself to accept any tender.

Given at Lauzon, Quebec, this 1st of May, 1922.

H. BOURASSA,

Secretary-Treasurer.

1804—18-2

Des soumissions cachetées et marquées "Soumissions" seront reçues au bureau du secrétaire-trésorier de la ville de East Angus, Québec, jusqu'à 7 heures p. m., le 18 mai 1922, pour la vente de \$110,000.00 d'obligations portant 6% d'intérêt et rachat dans trente ans.

L'intérêt et les obligations seront payables semi-annuellement à la Banque Nationale, à Québec, Montréal ou East Angus. Un chèque accepté payable à la ville de East Angus et égal à 1% du montant de la soumission sera requis.

Sealed tenders marked "Tenders" will be received at the office of the secretary-treasurer of the town of East Angus, Que., up to 7 o'clock, p. m., of the 18th of May, 1922, for the sale of \$110,000.00 of bonds bearing 6% interest and redeemable in thirty years.

The interest and the bonds will be payable semi-yearly at La Banque Nationale, at Quebec, Montreal or East Angus. An accepted cheque payable to the town of East Angus and equal to 1% of the tender shall be required.

Aucune soumission ne sera nécessairement acceptée.

Pour toutes informations, s'adresser à
J.-ALFRED GIRARD,
1877-18-2 East Angus.

No tender shall necessarily be accepted.

For further particulars, apply to
J. ALFRED GIRARD,
1878-18-2 East Angus.

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Dominion Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, mercredi, le 28 juin 1922, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier juin 1921, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le vice-président et gérant général,
1907-19-6 T. E. McDONNELL.

A TOUTS LES INTERESSES.—Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier mars 1921, et non réclamés, aux bureaux des compagnies de messageries "Canadian National Express Company" et "American Railway Express Company", à divers endroits des provinces d'Ontario et Québec, seront vendus à l'enchère publique, au plus offrant, par l'encanteur de la compagnie, Walter M. Kearns, 346 rue Université, à Montréal, Québec, à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le TRENTIÈME MAI 1922, à moins qu'ils ne soient réclamés avant cette date avec paiement des frais.

Daté à Montréal, Québec, ce vingt-huit mars 1922.

W. C. MUIR,
Vice-président et gérant général, Canadian
National Express Co., Montréal, Qué.
1375-14-6

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, MERCREDI, le TRENTIÈME jour de MAI, 1922, chez Fraser Frères, encanteurs, 453 rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze mois.

LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER
CANADIEN DU PACIFIQUE,
Par l'agent général du bagage,
J. O. APPS.
Montréal, 1922. 1415-14-6

Sales of unclaimed baggage

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Wednesday, June 28th, 1922, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to June the first, 1921, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
1908-19-6 Vice-President and General Manager.

TO WHOM IT MAY CONCERN.—Notice is hereby given that all goods received previous to the first of March, A. D., 1921, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express Company and the American Railway Express Company, at different points in the Provinces of Ontario and Quebec, will be held by public auction, to the highest bidder, by the company's auctioneer, Walter M. Kearns, 346 University street, Montreal, Quebec, at ten o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the THIRTIETH day of MAY, A. D., 1922, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this twenty eighth day of March, 1922.

W. C. MUIR,
Vice President & General Manager, Canadian
National Express Co., Montreal, Que.
1376-14-6

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction on WEDNESDAY, the THIRTY FIRST day of MAY, 1922, at Fraser Brothers, auctioneers, 453 Saint James street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the Company unclaimed for a space of twelve months.

THE CANADIAN PACIFIC
RAILWAY COMPANY.
Per J. O. APPS,
General Baggage Agent.
Montreal, 1922. 1416-14-6

Ventes—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Beauce.

Dans l'affaire de Anselme Ruel, de Saint-Malachie, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le SEIZIÈME jour de JUIN 1922, à DIX heures a. m., sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Malachie, district de Beauce, les immeubles suivants, savoir:

Une terre, avec bâtisses dessus construites, située en la paroisse de Saint-Malachie, comté de Dorchester, connue et désignée comme étant

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Beauce.

In the matter of Anselme Ruel, Saint Malachie, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the SIXTEENTH day of JUNE, 1922, at TEN o'clock a. m., will be sold at public auction, at the church door of Saint Malachie, district of Beauce, the following property:

A land, with buildings thereon constructed, situated in the parish of Saint Malachie, county of Dorchester, known and designated as lots

les lots numéros cent soixante-quatre et cent soixante-cinq (164 et 165) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de de Saint-Malachie, susdit comté de Dorchester, en le canton de Frampton.

Les titres et certificats peuvent être examinés à notre bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10, George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,

BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.

Québec, 5 mai 1922.

1943—19-2

La loi de faillite.

Dans l'affaire de Antonio Girard, cultivateur, du canton de Granby, district de Bedford, Québec, autorisé assignor.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le, HUITIEME jour de JUIN mil neuf cent vingt-deux, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), sera vendu à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-Granby, en la cité de Granby, l'immeuble de cette faillite, décrit comme suit:

Ce terrain lot de terre sis et situé en le canton de Granby susdit, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton de Granby, sous le numéro trente-un (31), sauf les vingt acres du côté ouest appartenant à Adé-lard Caron, contenant environ quatre-vingt-dix-sept acres en superficie—avec constructions dessus érigées

La vente se fera au plus haut enchérissseur et pour du comptant, et conformément à l'article 20, paragraphe 3b de la Loi de faillite.

S'adresser au notaire, Jos.-H. Marcoux, ou au syndic autorisé,

L-P BERNARD.

138 rue Principale, Granby, 2 mai 1922

1825—18-2

Dans l'affaire de Aldore St. Pierre, cédant autorisé, Saint-Germain-de-Grantham.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le TRENTIEME jour de MAI 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Germain-de-Grantham, district d'Arthabaska, les immeubles suivants savoir:

A—1. Un emplacement situé au côté nord du chemin de Saint-Hyacinthe, étant partie du lot de terre portant le numéro mille soixante-dix-huit (1078) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, contenant soixante-cinq pieds de largeur sur la profondeur de l'emplacement borné comme suit: en front par le chemin public, en profondeur par le morceau de terre ci-dessus décrit, d'un côté au terrain des commissaires d'école et de l'autre côté par Dame Noel Leclair—avec les bâtisses ci-dessus construites;

A—2. Un morceau de terre de la contenance de cent quarante pieds, plus ou moins, de largeur, sur environ cent quarante pieds de profondeur, borné comme suit: d'un bout par le terrain des commissaires d'école, à l'autre bout par un fossé situé sur le terrain du vendeur, du côté sud par Dame Noel Leclair, du côté nord par la route du dixième rang—sans bâtisse; lequel morceau de terre est distrair du numéro officiel mille quatre-

numbers one hundred and sixty four and one hundred and sixty five (164 and 165) of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Malachie, county of Dorchester, in the township of Frampton.

The titles and certificates can be examined at our office in any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10, George V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Terms of sale: Cash.

BEDARD & BELANGER,

Authorized trustees.

Office: 101, Saint Peter street.

Quebec, 5th May, 1922.

1943—19-2

The Bankruptcy Act

In the matter of Antonio Girard, farmer, of the township of Granby, district of Bedford, Que., authorized assignor

Notice is hereby given that on THURSDAY, the EIGHTH day of JUNE, one thousand nine hundred and twenty two, at TEN o'clock in the forenoon (standard time), there will be sold at public auction, at the parochial church door of Notre-Dame-de-Granby, in the city of Granby, the immovable of this estate, described as follows:

That certain lot of land lying and situate in the township of Granby aforesaid, known and designated on the official cacastral plan and book of reference for the said township of Granby, under the number thirty one (31), save and except therefrom the twenty acres of the west side belonging to Adelard Caron, containing abous ninety seven acres in area—with the buildingt thereon erected

The sale to be made to the highest bidder and for cash, and pursuant to article 20, paragraph 3b of the Bankruptcy Act

Apply to Jos. H. Marcoux, notary, or to

L. P. BERNARD,

Authorized trustee.

138 Main street, Granby, May 2nd. 1922

1826—18-2

In the matter of Aldore St. Pierre, authorized assignor, Saint-Germain-de-Grantham.

Notice is hereby given that TUESDAY, the THIRTIETH day of MAY, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold to public auction, at the parochial church door of Saint-Germain-de-Grantham, district of Arthabaska, the following immovable properties to wit:

A—1. A piece of land situated on the north side of the Saint Hyacinthe road, being part of lot bearing number one thousand and seventy eight (Pt. 1078) of the official plan and book of reference of the township of Grantham, containing sixty five feet in length on the depth of the lot bounded as follows: in front by the public road, in depth by the piece of land above described, on one side to the land belonging to the school commissioners and on the other side by Mrs Noel Leclair—with buildings thereon erected;

A—2. A piece of land containing one hundred and forty feet in length, more or less, on about one hundred and forty feet in depth, bounded as follows: At one end by the land belonging to the school commissioners, at the other end by a ditch situated on the vendor's land, on the south side by Mrs Noel Leclair, on the north side by the road of the tenth range—without building; which piece of land is distracted from the official num-

vingt (Pt. 1080) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham;

2. Un certain lopin de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Germain-de-Grantham, sur la concession du rang neuf, contenant deux arpents et un quart de front sur vingt-huit de profondeur, plus ou moins; laquelle portion de terre est connue et désignée comme étant les lots neuf cent et neuf cent un (Nos 900 et 901) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham, comté de Drummond.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3, de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Cette propriété peut être visitée en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente: argent comptant. Pour plus amples renseignements, s'adresser au syndic autorisé,

J.-W. ST. ONGE.

Bureau: 28 rue Heriot, Drummondville, Qué.

1813—18-2

Dans l'affaire de: "Greenfield Land & Construction Company, Limited", de la cité de Montréal, cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour des Faillites le 23 mars 1922, dans la cause No 35, et tel que prescrit par la Loi des faillites 1920;

L'immeuble ci-après désigné sera vendu par encan public le SEPTIEME jour de JUIN 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du shérif du district de Montréal, au palais de justice, à Montréal, savoir:

Un lot de terre situé en la cité de Verdun, connu et désigné comme lot de subdivision numéro quatre cent vingt-six du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-neuf (No 4669-426) sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant ledit lot, vingt-cinq pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; avec le droit de passage en commun dans la ruelle en arrière du dit lot—avec toutes les bâtisses dessus érigées, portant le numéro civique 146 de la Deuxième avenue, en la cité de Verdun.

Un dépôt de 20% sera exigé avant l'adjudication.

Pour autres informations et conditions de vente, s'adresser aux syndics autorisés soussignés,

TURCOTTE & MERRILL,

97 rue Saint-Jacques, Montréal.

Encanteurs: FRASER FRERES. 1849—18-2

En vertu de la Loi de faillite.

Dans l'affaire de Fortunat Laberge, du village de Châteauguay, failli.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour des faillites, le treizième jour d'avril 1922, et tel que prescrit

par la loi de faillite, les immeubles ci-après désignés seront vendus par encan public, en un seul lot (en bloc), le HUITIEME jour de JUIN 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église catholique du village de Châteauguay, savoir:

La balance des lots non vendus, qui ont été subdivisés, étant le surplus d'une partie du lot deux cent soixante-dix-huit aux plan et livre de

ber one thousand and eighty (Pt. 1080) of the plan and book of reference of the township of Grantham;

2. A certain piece of land situated in the parish of Saint-Germain-de-Grantham, on the concess on of the ninth range, containing two arpents and a quarter in front, in depth twenty eight arpents, more or less; which piece of land is designated as being lots nine hundred and nine hundred and one (900 and 901) of the official plan and book of reference of the township of Grantham, county of Drummond.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20 paragraph B-3, of the Bankruptcy Act 9-10 George V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

This property can be seen at any time in applying to the undersigned.

Conditions of sale: Cash. For further particulars, apply to

J. W. ST. ONGE,

Authorized trustee.

Office: No. 28 Heriot street, Drummondville.

1814—18-2

In the matter of: "Greenfield Land & Construction Company, Limited", of the city of Montreal, authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment rendered by the Bankruptcy Court the 23rd day of March, 1922, in the cause No. 35, and in accordance with the Bankruptcy Act, 1920;

The immoveable property hereafter described will be sold by public auction the SEVENTEENTH day of JUNE, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the sheriff's office of the district of Montreal, to wit:

One lot of land situate in the city of Verdun, known and designated as subdivision lot number four hundred and twenty six of original lot number four thousand six hundred and sixty-nine (No. 466-426) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing, the said lot, twenty five feet in width by seventy five feet in depth, English measure, more or less, with the right of way in common in the lane at the rear of said lot—with all the buildings thereon erected, bearing civic number 146 of Second Avenue, in the said city of Verdun.

A deposit of 20% on the price of adjudication will be required before the adjudication.

For further particulars and *Cahier des charges*, apply to the undersigned authorized trustees.

TURCOTTE & MERRILL,

97 Saint James street, Montreal.

FRASER BROS., auctioneers. 1850—18\$2

Under the Bankruptcy Act.

In the matter of Fortunat Laberge, of the town of Châteauguay, bankrupt.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment rendered by the Bankruptcy Court, the thirteenth day of April, 1922, and in accordance with the provisions of Article 20 of the Bankruptcy Act, the immoveable properties hereafter described will be sold by public auction, in one lot (en bloc), the EIGHTH day of JUNE, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the door of the catholic church of the village of Châteauguay, to wit:

The balance of unsold lots, which have been subdivided, being the surplus of part of a lot of land known and designated on the official plan

renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, étant connus sous les numéros quarante-quatre, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit, cent un, cent trois, cent quatre, cent six, cent sept, cent huit, cent neuf, cent dix, cent onze, cent douze, cent seize, cent quatorze, cent quinze, cent seize, cent dix-huit, cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt-un, cent vingt-deux, cent vingt-trois, cent vingt-quatre, cent vingt-cinq, cent vingt-six, cent vingt-sept, cent vingt-huit, cent vingt-neuf, cent trente, cent trente-un, cent trente-deux, cent trente-trois, cent trente-cinq, cent trente-six, cent trente-sept, cent trente-huit, cent trente-neuf, cent quarante, cent quarante-un, cent quarante-deux, cent quarante-trois, cent quarante-quatre, cent quarante-cinq, cent quarante-six, cent quarante-sept, cent quarante-huit, cent quarante-neuf, cent cinquante, cent cinquante-un, cent cinquante-deux, cent cinquante-trois, cent cinquante-quatre, cent cinquante-cinq, cent cinquante-six, cent cinquante-sept, cent cinquante-huit, cent cinquante-neuf, cent soixante, cent soixante-un, cent soixante-deux, cent soixante-trois, cent soixante-quatre, cent soixante-cinq, cent soixante-six, cent soixante-sept, cent soixante-huit, cent soixante-neuf, cent soixante-dix, cent soixante-onze, cent soixante-douze, cent soixante-treize, cent soixante-quatorze, cent soixante-quinze, cent soixante-seize, cent soixante-dix-sept, cent soixante-dix-huit, cent soixante-dix-neuf, cent quatre-vingt, cent quatre-vingt-un, cent quatre-vingt-deux, cent quatre-vingt-trois, cent quatre-vingt-cinq, cent quatre-vingt-six, cent quatre-vingt-sept, cent quatre-vingt-huit, cent quatre-vingt-neuf, cent quatre-vingt-dix, cent quatre-vingt-onze, cent quatre-vingt-douze, cent quatre-vingt-treize, cent quatre-vingt-quatorze, cent quatre-vingt-quinze, cent quatre-vingt-seize, cent quatre-vingt-dix-sept, cent quatre-vingt-dix-huit, cent quatre-vingt-dix-neuf, deux cent, deux cent un, deux cent deux, deux cent trois, deux cent quatre, deux cent cinq, deux cent six, deux cent sept, deux cent huit, deux cent neuf, deux cent dix, deux cent onze, deux cent douze, deux cent treize, deux cent quatorze, deux cent quinze, deux cent seize, deux cent dix-huit, deux cent dix-neuf, deux cent vingt, deux cent vingt-un, deux cent vingt-deux, deux cent vingt-trois, deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-cinq, deux cent vingt-six, deux cent vingt-sept, deux cent vingt-huit, deux cent vingt-neuf, deux cent trente, deux cent trente-un, deux cent trente-deux, deux cent trente-trois, deux cent trente-quatre, deux cent trente-cinq, deux cent trente-six, deux cent trente-sept, deux cent trente-huit, deux cent trente-neuf, deux cent quarante, deux cent quarante-un, deux cent quarante-deux, deux cent quarante-trois, deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-six, deux cent quarante-sept, deux cent quarante-huit, deux cent quarante-neuf, deux cent soixante-quinze, deux cent soixante-seize, deux cent soixante-dix-sept, deux cent soixante-dix-huit, deux cent soixante-dix-neuf, deux cent quatre-vingt-cinq, trois cent, trois cent un, trois cent deux, trois cent quatre, trois cent cinq, trois cent six, trois cent huit, trois cent neuf, trois cent dix, trois cent onze, trois cent treize, trois cent quatorze, trois cent quinze, trois cent seize, trois cent dix-sept, trois cent dix-huit, trois cent dix-neuf, trois cent vingt,

and book of reference as lot number two hundred and seventy-eight of the parish of Saint-Joachim of Chateauguay, being known under numbers forty-four, eighty-two, eighty three, eighty seven, eighty eight, eighty nine, ninety ninety one, ninety two, ninety three, ninety four, ninety five, ninety six, ninety seven, ninety eight, one hundred and one, one hundred and three, one hundred and four, one hundred and six-one hundred and seven, one hundred and eight, one hundred and nine, one hundred and ten, one hundred and eleven, one hundred and twelve, one hundred and thirteen, one hundred and fourteen, one hundred and fifteen, one hundred and sixteen, one hundred and eighteen, one hundred and nineteen, one hundred and twenty, one hundred and twenty one, one hundred and twenty two, one hundred and twenty three, one hundred and twenty four, one hundred and twenty five, one hundred and twenty six, one hundred and twenty seven, one hundred and twenty eight, one hundred and twenty nine, one hundred and thirty, one hundred and thirty one, one hundred and thirty two, one hundred and thirty three, one hundred and thirty-five, one hundred and thirty-six, one hundred and thirty seven, one hundred and thirty eight, one hundred and thirty nine, one hundred and forty, one hundred and forty one, one hundred and forty two, one hundred and forty three one hundred and forty four, one hundred and forty five, one hundred and forty six, one hundred and forty seven, one hundred and forty eight, one hundred and forty nine, one hundred and fifty two, one hundred and fifty three, one hundred and fifty four, one hundred and fifty five, one hundred and fifty six, one hundred and fifty seven, one hundred and fifty eight one hundred and fifty-nine, one hundred and sixty, one hundred and sixty-one, one hundred and sixty two, one hundred and sixty three, one hundred and sixty four, one hundred and sixty five, one hundred and sixty six, one hundred and sixty seven, one hundred and sixty eight, one hundred and sixty nine, one hundred and seventy, one hundred and seventy one, one hundred and seventy two, one hundred and seventy three, one hundred and seventy four, one hundred and seventy five, one hundred and seventy-six, one hundred and seventy seven, one hundred and seventy eight, one hundred and seventy nine, one hundred and eighty, one hundred and eighty one, one hundred and eighty two, one hundred and eighty three, one hundred and eighty five, one hundred and eighty six, one hundred and eighty seven, one hundred and eighty eight, one hundred and eighty nine, one hundred and ninety, one hundred and ninety one, one hundred and ninety two, one hundred and ninety three, one hundred and ninety four, one hundred and ninety five, one hundred and ninety six, one hundred and ninety seven, one hundred and ninety eight, one hundred and ninety nine, two hundred, two hundred and one, two hundred and two, two hundred and three, two hundred and four, two hundred and five, two hundred and six, two hundred and seven, two hundred and eight, two hundred and nine, two hundred and ten, two hundred and eleven, two hundred and twelve, two hundred and thirteen, two hundred and fourteen, two hundred and fifteen, two hundred and sixteen, two hundred and eighteen, two hundred and nineteen, two hundred and twenty, two hundred and twenty one, two hundred and twenty two two hundred and twenty three, two hundred and twenty four, two hundred and twenty five, two hundred and twenty six, two hundred and twenty

trois cent vingt-un, trois cent vingt-deux, trois cent vingt-trois, trois cent vingt-quatre, trois cent vingt-cinq, trois cent vingt-six, trois cent vingt-sept, trois cent vingt-huit, trois cent vingt-neuf, trois cent trente, trois cent trente-un, trois cent trente-deux, trois cent trente-trois, trois cent trente-quatre, trois cent trente-cinq, trois cent trente-six, trois cent trente-sept, trois cent trente-huit, trois cent trente-neuf, trois cent quarante, trois cent quarante-un, trois cent quarante-deux, trois cent quarante-trois, trois cent quarante-quatre, trois cent quarante-cinq, trois cent quarante-six, trois cent quarante-sept, trois cent quarante-huit, trois cent quarante-neuf, trois cent cinquante, trois cent cinquante-un, trois cent cinquante-deux, trois cent cinquante-trois, trois cent cinquante-quatre, trois cent cinquante-cinq, trois cent cinquante-six, trois cent cinquante-sept, trois cent cinquante-huit, trois cent cinquante-neuf, trois cent soixante, trois cent soixante-un, trois cent soixante-deux, trois cent soixante-trois, trois cent soixante-quatre, trois cent soixante-cinq, trois cent soixante-six, trois cent soixante-sept, trois cent soixante-huit, trois cent soixante-neuf, trois cent soixante-dix, trois cent soixante-onze, trois cent soixante-douze, trois cent soixante-treize, trois cent soixante-quatorze, trois cent soixante-quinze, trois cent soixante-seize, trois cent soixante-dix-sept, trois cent soixante-dix-huit, trois cent quatre-vingts, trois cent quatre-vingt-un, trois cent quatre-vingt-deux, trois cent quatre-vingt-trois, trois cent quatre-vingt-quatre, trois cent quatre-vingt-cinq, trois cent quatre-vingt-six, trois cent quatre-vingt-sept, trois cent quatre-vingt-huit, trois cent quatre-vingt-neuf, trois cent quatre-vingt-dix, trois cent quatre-vingt-onze, trois cent quatre-vingt-douze, trois cent quatre-vingt-treize, trois cent quatre-vingt-quatorze, trois cent quatre-vingt-quinze, trois cent quatre-vingt-seize, trois cent quatre-vingt-dix-huit, trois cent quatre-vingt-dix-neuf, quatre cent, quatre cent un, quatre cent deux, quatre cent trois, quatre cent quatre, quatre cent cinq, quatre cent six, quatre cent sept, quatre cent huit, quatre cent neuf, quatre cent dix, quatre cent onze, quatre cent douze, quatre cent treize, quatre cent quinze, quatre cent vingt-huit, quatre cent cinquante-neuf, quatre cent soixante-deux, (No. 278-44, 82, 83, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 101, 103, 104, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 1 8, 149, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 1 0, 161, 162, 163, 16 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 224, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238 2 9, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 275, 276, 277, 278, 279, 285, 300, 301 30 , 304, 305, 306, 308, 309, 310, 311, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, : 33, 33 , 335, 336 337, 338, 339 340, 341, 342, 343, 344, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376 377, 368 380, 381, 382, 383, 384, 385, 3 6, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407 408 09, 10, 411, 412 413, 415, 428, 459 et 462) étant tous des lots fiasant partie

seven, two hundred and twenty eight, two hundred and twenty nine, two hundred and thirty, two hundred and thirty one, two hundred and thirty two, two hundred and thirty three, two hundred and thirty four, two hundred and thirty five, two hundred and thirty six, two hundred and thirty seven, two hundred and thirty eight, two hundred and thirty nine, two hundred and forty, two hundred and forty one, two hundred and forty two, two hundred and forty three, two hundred and forty four, two hundred and forty five, two hundred and forty six, two hundred and forty seven, two hundred and forty eight, two hundred and forty nine, two hundred and seventy five, two hundred and seventy six, two hundred and seventy seven, two hundred and seventy eight, two hundred and seventy nine, two hundred and eighty five, three hundred, three hundred and one, three hundred and two, three hundred and four, three hundred and five, three hundred and six, three hundred and eight, three hundred and nine, three hundred and ten, three hundred and eleven, three hundred and thirteen, three hundred and fourteen, three hundred and fifteen, three hundred and sixteen, three hundred and seventeen, three hundred and eighteen, three hundred and nineteen, three hundred and twenty, three hundred and twenty one, three hundred and twenty two, three hundred and twenty three, three hundred and twenty four, three hundred and twenty five, three hundred and twenty six, three hundred and twenty seven, three hundred and twenty eight, three hundred and twenty nine, three hundred and thirty, three hundred and thirty one, three hundred and thirty two, three hundred and thirty three, three hundred and thirty four, three hundred and thirty five, three hundred and thirty six, three hundred and thirty seven, three hundred and thirty eight, three hundred and thirty nine, three hundred and forty, three hundred and forty one, three hundred and forty two, three hundred and forty three, three hundred and forty four, three hundred and forty six, three hundred and forty seven, three hundred and forty eight, three hundred and forty nine, three hundred and fifty, three hundred and fifty one, three hundred and fifty two, three hundred and fifty three, three hundred and fifty four, three hundred and fifty five, three hundred and fifty six, three hundred and fifty seven, three hundred and fifty eight, three hundred and fifty nine, three hundred and sixty, three hundred and sixty one, three hundred and sixty two, three hundred and sixty three, three hundred and sixty four, three hundred and sixty five, three hundred and sixty six, three hundred and sixty seven, three hundred and sixty eight, three hundred and sixty nine, three hundred and seventy, three hundred and seventy one, three hundred and seventy two, three hundred and seventy three, three hundred and seventy four, three hundred and seventy five, three hundred and seventy six, three hundred and seventy seven, three hundred and seventy eight, three hundred and eighty, three hundred and eighty one, three hundred and eighty two, three hundred and eighty three, three hundred and eighty four, three hundred and eighty five, three hundred and eighty six, three hundred and eighty seven, three hundred and eighty eight, three hundred and eighty nine, three hundred and ninety, three hundred and ninety one, three hundred and ninety two, three hundred and ninety three, three hundred and ninety four, three hundred and ninety five, three hundred and ninety six, three hundred and ninety eight, three hundred and ninety nine, four hun-

dudit lot numéro deux cent soixante-dix-huit (278) du même cadastre.

dred, four hundred and one, four hundred and two, four hundred and three, four hundred and four, four hundred and five, four hundred and six, four hundred and seven, four hundred and eight, four hundred and nine, four hundred and ten, four hundred and eleven, four hundred and twelve, four hundred and thirteen, four hundred and fifteen, four hundred and twenty eight, four hundred and fifty nine and four hundred and sixty two (No. 278-44, 82, 83, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 101, 103, 104, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 275, 276, 277, 278, 279, 285, 300, 301, 302, 304, 305, 306, 308, 309, 310, 311, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 415, 428, 459 and 462) all these lots forming part of the said lot number two hundred and seventy eight.

With all the buildings thereon erected.

A deposit of \$1,000.00 will be required before the adjudication.

For further particulars and *Cahier des charges*, apply to the undersigned authorized trustees.

TURCOTTE & MERRILL,

97 Saint James street, Montreal.

FRASER BROS. Auctioneers. 848-18-2

Avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé avant l'adjudication.

Pour autres renseignements et conditions de vente, s'adresser aux sundies soussignés,

TURCOTTE & MERRILL,

97 rue Saint-Jacques, Montréal.

Encanteurs: FZASE3 FRERES. 1847-18-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1507.

Dame Florina Williams *et vir et al*, demandeurs; vs Victorin Williams *et al*, défendeurs.

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 9 mai 1922, dans une cause dans laquelle Dame Florina Williams, épouse commune en biens de Joseph-André Paquette, ingénieur mécanicien, tous deux des cité et district de Montréal, et ledit Joseph-André Paquette tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes; Marie-Rose Williams, épouse commune en biens de Adrien Maurice, tous deux de la cité et du district de Joliette, commerçant, et ledit Adrien Maurice tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Azilda Williams, fille majeure et usant de ses droits, de la cité et du district de Joliette; Ephrem Williams, mécanicien, des cité et district de Montréal, Zéléma Williams, épouse commune en biens de Anselme Lambert, maître-charretier, de Belœil, district de Richelieu, et ledit Anselme

Sale by Licitatation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1507.

Dame Florina Williams *et vir et al*, plaintiffs; vs Victorin Williams *et al*, defendants.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered the 9th of May, 1922, in a cause wherein Dame Florina Williams, wife common as to property of Joseph André Paquette, mechanical engineer; both of the city and district of Montreal, and the said Joseph André Paquette, both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof; Marie Rose Williams, wife common as to property of Adrien Maurice, both of the city and district of Joliette, trader, and the said Adrien Maurice both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof; Azilda Williams, spinster of age and in the full exercise of her rights, of the city and district of Joliette; Ephrem Williams, machinist, of the city and district of Montreal; Zéléma Williams, wife common as to property of Anselme Lambert, master-carter, of Belœil, district of Richelieu, and the said An-

Lambert tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, sont demandeurs; et Victorin Williams, des cité et district de Montréal; Joseph-Eugène Williams, cultivateur, de Orléans, état du Vermont, un des Etats-Unis d'Amérique, et Arthur Williams, de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement situé sur la rue Chambly, en la cité de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds de front par cent vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connu sous le numéro cent dix-huit de la subdivision du lot numéro vingt-trois (118-23) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâtisses y érigées.

Le dit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIEME jour de JUIN 1922, à DIX HEURES ET DEMIE du matin (heure de Montréal), dans l'une des salles, d'audience, au palais de justice, à Montréal, qui sera alors indiquée, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et qu'à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de ce faire.

Montréal, 9 mai 1922.

Le procureur des demandeurs,
1963—19-2 ALDERIC BLAIN.

selme Lambert both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, are plaintiffs; and Victorin Williams, of the city and district of Montreal; Joseph Eugene Williams, farmer, of Orleans, State of Vermont, one of the United States of America, and Arthur Williams, of Saint Césaire, district of Saint-Hyacinthe, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable designated as follows:

An emplacement situate on Chambly street, in the city of Montreal, measuring twenty four feet in front by one hundred and twenty two feet in depth, English measurements, known under the number one hundred and eighteen of the subdivision of the lot number twenty three (118-23) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

The said immovable will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, the FIFTEENTH day of JUNE 1922, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, (Montreal time), in a room of the Court House of Montreal, which will then be pointed out, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of the said Court; at least twelve days before the day fixed as foresaid for the sale and adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, May 9th, 1922.

ALDERIC BLAIN,
1964—19-2 Attorney for plaintiff.

VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cours supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } LA FONDERIE DE
No 157. } PLESSISVILLE,

demanderesse; vs DONAT PINARD, défendeur.
Comme appartenant au défendeur:

La partie des lots Nos 17b et 17c du cadastre officiel du canton de Simpson pour le douzième rang, située au sud-ouest de la branche sud-ouest de la rivière Nicolet; bornée d'un bout au 11ième rang, de l'autre bout à ladite branche de la rivière Nicolet, d'un côté au lot No 16 et de l'autre côté au lot No 18—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Clothilde-de-Horton, le QUATORZIEME jour de JUIN prochain (1922), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 8 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]

1937—19-2

SHERIFF'S SALE ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } LA FONDERIE DE
No 157. } PLESSISVILLE,

plaintiff; vs DONAT PINARD, defendant.
As belonging to said defendant:

The part of the lots Nos. 17b and 17c of the official plan and book of reference of the township of Simpson for the 12th range, situated on the south west of the south west branch of the Nicolet river; bounded on one end by the 11th range, on the other end by said branch of the Nicolet river, on one side by lot No. 16 and on the other side by lot No 18—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Clothilde-de-Horton, on the FOURTEENTH day of JUNE next (1922), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's oXce. J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 8th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]

1938—19-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir: } P.-T. LEGARE, LIM-
No 2352. } P. TEE, demanderesse;
contre EUGENE ST. HILAIRE, défendeur.

Les numéros un A (1A) du rang quatre et un A (1A) du rang cinq du canton Forsyth, dans la paroisse de Saint-Evariste—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Evariste, le TREIZIEME jour de JUIN prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 9 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]

1961—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } HONORE DRAPEAU, de-
No 5067. } mandeur; contre DA-
ME ALPHEDA BOLDUC, défenderesse.

Un certain terrain ou emplacement situé en la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, dans le 6ième rang du canton de Broughton, de la contenance de cent pieds carrés, mesure française; et borné en avant à une rue projetée, en arrière à Napoléon Poirier, d'un côté à Edmond Fournier et de l'autre côté à Théodore Fecteau, lequel terrain fait partie du lot No 14-b du cadastre officiel pour le 6ième rang du canton de Broughton—avec bâtisses et dépendances; sujet au paiement d'une rente annuelle foncière de dix piastres payable à Monsieur Eleuthère Groleau.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse Sacré-Cœur-de-Jésus le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain 1922, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph-de-Beauce, 17 avril 1922.

[Première publication, 22 avril 1922]

1591—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } GEDEON GAGNE, de-
No 6121. } GEDEON GAGNE, plain-
tiff; against GEDEON CARON, defendant.

Le lot numéro quarante (40) du cadastre pour le rang onze (11) nord-est du canton Watford, comté de Dorchester—avec bâtisses, circonstances et dépendances. Avec réserve en faveur de David Champagne de 260 cordes de bois de papier à prendre sur le dit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph-de-Beauce, 17 avril 1922.

[Première publication, 22 avril 1922]

1593—16-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Beauce, to wit: } P. T. LEGARE, LIM-
No. 2352. } P. TEE, plaintiff; against
EUGENE ST-HILAIRE, defendant.

The numbers one-A (1-A) of range four and one-A (1-A) of range five of the township of Forsyth, in the parish of Saint-Evariste—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Evariste, the THIRTEENTH day of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, May 9th, 1922.

[First publication, 13 may, 1922]

1962—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } HONORE DRAPEAU,
No. 5067. } plaintiff; against DA-
ME ALPHEDA BOLDUC, defendant.

That certain plot of land or emplacement situate in the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, in the 6th range of the township of Broughton, containing one hundred feet square, French measurements; bounded in front by a projected street, in rear by Napoléon Poirier, on one side by Edmond Fournier and on the other side by Theodore Fecteau, said plot of land forming part of the lot No. 14b of the official cadastre for the 6th range of the township of Broughton—with the buildings thereon and dependencies; subject to a yearly ground rent of ten dollars payable to Mr. Eleuthère Groleau.

To be sold at the church door of the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, the TWENTY THIRD day of MAY next, 1922, at ONE of the clock in the afternoon.

Sheriff's office.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Saint-Joseph-de-Beauce, 17th April, 1922.

[First publication, 22nd April, 1922]

1592—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } GEDEON GAGNE, plain-
No. 6121. } tiff; against GEDEON
CARON, defendant.

The lot number forty (40) of the official cadastre for the eleventh (11th) north east of the township of Watford, county of Dorchester—with the buildings thereon, circumstances and dependencies. With the reserve in favor of David Champagne of 260 cords of fir wood to be cut on the said lot.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis, the TWENTY SIXTH day of May next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Saint-Joseph-de-Beauce, 17th April, 1922.

[First publication, 22nd April, 1922]

1594—16-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } FRANCIS THI-
 District de Beauharnois, } BAULT, de-
 à savoir: } mandeur; vs JO-
 No 4193. } SEPH BENOIT,
 défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Une terre sise et située dans le canton de Hinchinbrooke et connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton sous les Nos 1-C, 2-D et 3-E du huitième rang—avec maison et bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Patrice-d'Hinchinbrooke, SAMEDI, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-O. THISDALE.

Salaberry-de-Valleyfield, 9 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]

1995—19-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } FRANCIS THI-
 District of Beauharnois, } BAULT, plain-
 to wit: } tiff; vs JOSEPH
 No. 4193. } BENOIT, defend-
 ant.

Seized as belonging to the said defendant;

A farm lying and situate in the township of Hinchinbrooke and known and designated on the official plan and book of reference of the said township under the Nos 1-C, 2-D and 3-C of the eighth range—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Patrice-d'Hinchinbrooke, on SATURDAY, the SEVENTEENTH day of JUNE next, 1922, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

L. O. THISDALE,

Sheriff.

Salaberry-de-Valleyfield, May 9th, 1922.

[First publication 13th May, 1922]

1996—19-2

BEDFORD

Cour supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } GEORGES FORTIN,
 District de Bedford, } demandeur; vs
 No 1150. } JOSEPH BRULOITE
 défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du canton Potton comme étant les lots numéros huit cent quatre-vingt-quinze, huit cent quatre-vingt-seize et neuf cent quatre-vingt-cinq (895, 896 et 985), supposés contenir deux cent dix acres, plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cajetan-de-Potton, à Mansonville, VENDREDI, le VINGT-SIXIEME jour de MAI 1922, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

C.-B. JAMESON.

Sweetsburg, Qué., 18 avril 1922.

[Première publication, 22 avril 1922]

1623—16-2

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } GEORGES FORTIN,
 District of Bedford, } plaintiff; vs
 No. 1150. } JOSEPH BRULOITE,
 defendant.

As belonging to the defendant:

Those certain lots of land known and designated upon the plan and book of reference of the township of Potton as being lots numbers eight hundred and ninety five, eight hundred and ninety six and nine hundred and eighty five (895, 896 and 985), and supposed to contain two hundred and ten acres, more or less:

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Cajetan-de-Potton, at Mansonville, on FRIDAY, the TWENTY SIXTH day of MAY, 1922, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

C. B. JAMESON,

Sheriff.

Sweetsburg, Que., 18th April, 1922.

[First publication, 22nd April, 1922]

1621—16-2

HULL

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS FI DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull

Hull, à savoir: } J.-EUGENE LACROIX,
 No 6138. } demandeur; contre DIEU-
 DONNE LAVICTOIRE, défendeur, à savoir:

Une ferme connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique, dans le district de Hull, comme étant le lot numéro cinquante-six (56)—avec ses dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angélique, à Papineauville, le

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

Hull, to wit: } J.-EUGENE LACROIX,
 No. 6138. } plaintiff; against DIEU-
 DONNE LAVICTOIRE, defendant, to wit:

A farm known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Angelique, in the district of Hull, as being the lot number fifty six (56)—with its dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Angelique, at Papineauville, on the

TREIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
C. M. WRIGHT.

Hull, 9 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]
1953—19-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montmagny.
Rivière-du-Loup, à savoir: } ZEPHIRIN
No 952. } CLOUTIER,
industriel, de Saint-Pierre, comté de Montmagny,
demandeur; contre WELLIE LEMAY, ci-devant
de Rivière Bleue, et maintenant de Saint-
Eusèbe-de-Cabano, comté de Témiscouata, défendeur, à savoir:

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Eusèbe-de-Cabano, connu sous le numéro trente-deux (No 32), rang onze, du cadastre officiel du canton Cabano—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eusèbe-de-Cabano, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain 1922, à QUATRE heures de l'après-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 19 avril 1922.

[Première publication, 22 avril 1922]
1627—16-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.
Rivière-du-Loup, à savoir: } OCTAVE PEL-
No 7777. } LETIER, cul-
tivateur, de Saint-David-d'Escourt, demandeur;
contre FRANÇOIS RACICOT, de l'endroit
appelé "Sully", du district de Kamouraska,
défendeur, à savoir:

Tous les droits de préemption et améliorations et tous autres droits quelconques du défendeur, François Racicot, sur un lot de terre connu sous le numéro quinze (No 15) du sixième rang du cadastre officiel du canton Escourt—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David-d'Escourt, le TRENTEIEME jour de MAI prochain 1922, à ONZE heures et DEMIE de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 19 avril 1922.

[Première publication, 22 avril 1922]
1629—16-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Kamouraska.
Rivière-du-Loup, à savoir: } THOMAS OUEL-
No 7531. } LET, mar-
chand, de la paroisse de Saint-David-d'Escourt,
demandeur; contre FRANÇOIS CANTIN, de
l'endroit appelé "Sully", dans le comté de
Témiscouata, défendeur, à savoir:

Tous les droits d'occupation, améliorations et de préemption et tous autres droits qu'a et que peut avoir François Cantin, le défendeur, sur partie du lot de terre situé en l'endroit appelé "Sully", connu sous le numéro quarante-

THIRTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. C. M. WRIGHT,
Sheriff.

Hull, 9th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]
1952—19-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.
Rivière-du-Loup, to wit: } ZEPHIRIN
No. 952. } CLOUTIER,
industrial, of Saint Pierre, county of Montmagny,
plaintiff; against WELLIE LEMAY, heretofore
of Rivière Bleue and now of Saint Eusèbe-de-
Cabano, county of Témiscouata, defendant, to
wit:

A lot of land situate in the parish of Saint Eusèbe-de-Cabano, known under the number thirty two (No. 32), range eleven, of the official cadastre of the township of Cabano—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Eusèbe-de-Cabano, the TWENTY NINTH day of MAY next, 1922, at FOUR o'clock in the afternoon.
Sheriff's office. J. O. GIRARD,
Sheriff.

Rivière-du-Loup, 19th April, 1922.

[First publication, 22nd April, 1922]
1628—16-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.
Rivière-du-Loup, to wit: } OCTAVE PEL-
No. 7777. } LETIER,
farmer, of Saint David-d'Escourt, plaintiff;
against FRANÇOIS RACICOT, of the place
called "Sully", in the district of Kamouraska,
defendant, to wit:

All the rights of preemption and improvements and all other rights whatever of the defendant, François Racicot, in and upon a lot of land known under the number fifteen (No. 15) of the sixth range of the official cadastre of the township of Escourt—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint David d'Escourt, the THIRTIETH day of MAY next, 1922, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. J. O. GIRARD,
Sheriff.

Rivière-du-Loup, 19th April, 1922.

[First publication, 22nd April, 1922]
1630—16-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.
Rivière-du-Loup, to wit: } THOMAS OUEL-
No. 7531. } LET, mer-
chant, of the parish of Saint-David-d'Escourt,
plaintiff; against FRANÇOIS CANTIN, of the
place called "Sully", in the county of Témis-
couata, defendant, to wit:

All the rights of occupation, improvements and preemption and all other rights which François Cantin, the defendant, has or may have in and upon part of that lot of land situate at the place called "Sully", known under the number

deux (No 42) du troisième rang du cadastre officiel du canton Escourt—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David-d'Escourt, le TRENTIEME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 19 avril 1922.

[Première publication, 22 avril 1922]

1631—16-2

forty two (No. 42) of the third range of the official cadastre of the township of Escourt—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint David d'Escourt, the THIRTIETH day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. O. GIRARD,
Sheriff.

Rivière-du-Loup, 19th April, 1922.

[First publication, 22nd April, 1922]

1632—16-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **D**EMOISELLE
No 486. } MARIE NORMAND, rentière, de Saint-Michel-de-Bellechasse, district de Montmagny, demanderesse; contre DAME HELOISE VEZINA, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Ernest-Narcisse Lavallée, commis voyageur, de la cité de Montréal, et ledit ERNEST-NARCISSE LAVALLEE mis-en-cause pour assister et autoriser sadite épouse à ester en justice, défenderesse.

La septième partie indivise d'un terrain connu et désigné au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Michel-de-Bellechasse, sous les numéros cent trente-quatre (134) et cent trente-cinq (135)—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Michel-de-Bellechasse, MERCREDI, le QUATORZIEME jour du mois de JUIN prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Montmagny, 9 mai 1922.

J. C. LISLOIS.

[Première publication, 13 mai 1922]

1945—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **D**EMOISELLE
No 486. } MARIE NORMAND, rentière, de Saint-Michel-de-Bellechasse, district de Montmagny, demanderesse; contre JOSEPH-CHARLES VEZINA, de la cité de Québec, défendeur.

Les deux-septièmes (2/7) indivis des lots connus et désignés au cadastre officiel, pour la paroisse de Saint-Michel-de-Bellechasse, sous les numéros cent trente-quatre (134) et cent trente-cinq (135)—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint Michel-de-Bellechasse, MERCREDI, le QUATORZIEME jour du mois de JUIN prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 9 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]

1947—19-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **M**ISS MARIE NORMAND, annuitant, of Saint-Michel-de-Bellechasse, district of Montmagny, plaintiff; — against DAME ELOISE VEZINA, wife contractually separated as to property of Ernest Narcisse Lavallée, commercial traveller, of the city of Montreal, and the said ERNEST NARCISSE LAVALLEE, a party hereto to assist and authorize his said wife to ester en justice, defendant.

The undivided seventh part of a parcel of land known and designated on the official cadastre for the parish of Saint-Michel-de-Bellechasse, under the numbers one hundred and thirty four (134) and one hundred and thirty five (135)—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Michel-de-Bellechasse, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of the month of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. C. LISLOIS,
Sheriff.

Montmagny, 9th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]

1946—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **M**ISS MARIE NORMAND, annuitant, of Saint Michel de Bellechasse, district of Montmagny, plaintiff; against JOSEPH CHARLES VEZINA, of the city of Quebec, defendant.

The undivided two-sevenths (2/7) of the lots known and designated on the official cadastre for the parish of Saint-Michel-de-Bellechasse, under the numbers one hundred and thirty four (134) and one hundred and thirty five (135)—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint-Michel-de-Bellechasse, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of the month of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. C. LISLOIS,
Sheriff.

Montmagny, 9th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]

1948—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure—district de Beauce.*Montmagny, à savoir: } **EDOUARD LACROIX, LIMITEE**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Saint-Georges-de-Beauce; contre **JAMES MURTHA**, de Saint-Georges.

Deux emplacements contigus, situés au village du Lac-des-Anglais, contenant ensemble soixante pieds (60) de largeur sur deux cent quarante-deux pieds (242) de profondeur, mesure anglaise, connus et désignés au cadastre des emplacements du village du Lac-des-Anglais, sous les numéros soixante-douze (72) et trois cent quatre (304), pris et détachés du lot numéro trente-trois (33) du cadastre officiel, en le dixième rang du canton Talon—avec l'hôtellerie connue sous le nom de "English Lake Inn" et les dépendances.

Avec réserve en outre d'une servitude en faveur de B. C. Howard & Co., pour le passage d'un tuyau d'aqueduc du côté nord sur toute la profondeur dudit emplacement; ladite B. C. Howard & Co. ayant le droit, en tout temps, de passer sur ledit immeuble et d'y faire tous travaux de construction ou de réparation de l'aqueduc audit endroit, aussi longtemps qu'il durera, sans remboursement de dommages.

Les meubles et autres articles saisis garnissant ledit hôtel seront vendus avec l'immeuble d'un seul lot, le défendeur ayant donné son consentement par écrit.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Lac Frontière, VENDREDI, le SEIZIEME jour du mois de JUIN prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 10 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]

1949—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Beauce.*Montmagny, to wit: } **EDOUARD LACROIX, LIMITEE**, a body politic and corporate, having its head office at Saint-Georges-de-Beauce; against **JAMES MURTHA**, of Saint Georges.

Two contiguous emplacements situated in the village of "Lac-des-Anglais", containing together sixty (60) feet in width by two hundred and forty two (242) feet in depth, English measurements, known and designated on the cadastre of the emplacements of the village of "Lac-des-Anglais", under the numbers seventy two (72) and three hundred and four (304), taken out of and detached from the lot number thirty three (33) of the official cadastre of the tenth range of the township of Talon—with the hotel building known under the name of "English Lake Inn" and the dependencies.

With the reserve in favor of B. C. Howard & Co., for the passage of a water pipe on the north side and along the depth of said the emplacement; the said B. C. Howard & Co. having the right, at any time, to pass over the said immoveable and to make thereon all construction or repair work of the water works, at the old place, as long as it shall last, without any claim for damages.

The furniture and other furnishings of the said hotel seized shall be sold with the immoveable as one lot, the defendant having given its written consent.

To be sold at the church door of the parish of Lac Frontière, on FRIDAY, the SIXTEENTH day of the month of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office.

J. C. LISLOIS,
Sheriff.

Montmagny, 10th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]

1950—19-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de circuit.—District de Montréal.*Montréal, à savoir: } **LA CITE D'OUTRE-MONT**, corporation légale dont le siège social et la principale place d'affaires sont dans la cité d'Outremont, district de Montréal, demanderesse; vs **ETHEL PICK**, fille majeure usant de ses droits, défenderesse.

Une propriété immobilière située dans la cité d'Outremont, étant la partie sud-est du lot numéro cent soixante-deux de la subdivision du lot originaire numéro trente-cinq (pt. 35-162) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal: ledit emplacement mesurant 20 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur; borné en front au sud-ouest par l'avenue Champagneur, en arrière par une ruelle connue comme étant le lot de subdivision numéro cent cinquante-un du lot originaire numéro trente-cinq dudit plan, au nord-ouest par le résidu de ladite subdivision du lot numéro

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Montreal.*Montreal, to wit: } **THE CITY OF OUTRE-MONT**, body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Outremont, district of Montreal, plaintiff; vs **ETHEL PICK**, spinster of age using of her right, defendant.

An immoveable property situate in the city of Outremont, being the south eastern part of lot number one hundred and sixty-two of subdivision of original lot number thirty-five (pt. 35-162) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; said emplacement measuring 20 feet in width by 90 feet in depth; bounded in front to the south-west by Champagneur avenue, in rear by a lane known as subdivision lot number one hundred and fifty-one of original lot number thirty-five of said plan, to the north-west by the remainder of the said subdivision lot number

MONTREAL

cent soixante-deux et au sud-est par le lot numéro cent soixante-un de la subdivision du lot originaire numéro trente-cinq, aux dits plan et livre de renvoi, avec droit de se servir de ladite ruelle, mais sans l'obstruer.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 10 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]

1983—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LA CITE D'OUTRE-**
No 2433. } **MONT**, corps politi-
que et incorporé, ayant sa principale place d'affai-
res dans la cité d'Outremont, district de Montréal,
demanderesse; contre **CHARLES ANGERS**,
défendeur.

a. Un lot de terre situé dans la cité d'Outremont, ayant front sur l'avenue Ducharme, étant connu et désigné sous le numéro 21 de la subdivision officielle du numéro 25 du lot originaire numéro 36, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—sans bâtisse dessus érigée, ainsi que le tout se trouve, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble;

b. Un lot de terre situé dans la cité d'Outremont, ayant front sur l'avenue Ducharme, étant connu et désigné sous le numéro 22 de la subdivision officielle du numéro 25 du lot originaire numéro 36 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—sans bâtisse dessus érigée, ainsi que le tout se trouve, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble;

c. Un lot de terre situé dans la cité d'Outremont, ayant front sur l'avenue Stuart, étant connu et désigné sous le numéro 15 de la subdivision officielle du numéro 24 du lot originaire numéro 36 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—sans bâtisse dessus érigée, ainsi que le tout se trouve avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 10 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]

1985—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LA VILLE DE MONT-**
No 2566. } **REAL-EST**, corpora-
tion municipale de ville, ayant sa principale
place d'affaires dans la ville de Montréal-Est,
district de Montréal, demanderesse; vs **J-**
EMILE BEAUDIN, G.-HENRI BEAUDIN ET
DAME ALPHONSINE PERRAS, veuve de
Honorius Beaudin, étant les seuls membres
vivants (vu la mort de Amédée Beaudin) de la
société faisant affaires à Montréal comme agents
d'immeubles et construction, sous les nom et
raison sociale de "Beaudin & Frères", défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

1. Trois lots de terre sis et situés en la ville

one hundred and sixty-two and to the south-east by lot number one hundred and sixty-one of subdivision of original lot number thirty-five, on the said plan and book of reference with right to use the said lane, but without any right to encumber same.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.
Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff,

Montreal, 10th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]

1984—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF OUTRE-**
No. 2433. } **MONT**, a body politi-
c and corporate, having its chief place of busi-
ness in the city of Outremont, district of Mont-
real, plaintiff; vs **CHARLES ANGERS**, defend-
ant.

a. A lot of land situate in the city of Outremont, fronting on Ducharme avenue, being known and designated under the number 21 of the official subdivision of the number 25 of the original lot number 36, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—without building thereon as the whole now subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable;

b. A lot of land situate in the city of Outremont, fronting on Ducharme avenue, being known and designated under the number 22 of the official subdivision of the number 25 of the original lot number 36 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—without building thereon, as the whole now subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable;

c. A lot of land situate in the city of Outremont, fronting on Stuart avenue, being known and designated under the number 15 of the official subdivision of the number 24 of the original lot number 36, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—without building thereon, as the whole now subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 10th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]

1986—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TOWN OF MON-**
No. 2566. } **TREAL-EAST**, a muni-
cipal town corporation, having its chief place of
business in the town of Montreal-East, district
of Montreal, plaintiff; vs **J. EMILE BEAUDIN,**
G.-HENRI BEAUDIN AND ALPHONSINE
PERRAS, widow of Honorius Beaudin, being
the sole living members (Amédée Beaudin being
dead) of the partnership carrying on business at
Montreal as real estate agents and builders
under the name of "Beaudin & Frères", defend-
ants.

As belongings to the defendants:

1. Three lots of land lying and situate in the

de Montréal-Est, district de Montréal, ayant front sur l'avenue Tétrault, de ladite ville, connus et désignés comme étant les numéros 372, 374 et 405 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 82 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dit district;

2. Un lot de terre sis et situé en la ville de Montréal-Est, district de Montréal, ayant front sur l'avenue Monarque, de ladite ville, connu et désigné comme étant le lot numéro 424 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 82 desdits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse de la Pointe-aux-Trembles;

3. Deux lots de terre sis et situés en la ville Montréal-Est, district de Montréal, ayant front sur la rue Richard, de ladite ville, connus et désignés comme étant les lots numéros 310 et 327 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 85, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dit district.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 10 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]
1987—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) LA VILLE DE MONT-
No 1245.) REAL-EST, corporation municipale de ville ayant sa principale place d'affaires dans la dite ville de Montréal-Est, district de Montréal, demanderesse; vs TELESPHORE-A. PRIMEAU, défendeur.

Cinq lots de terre sis et situés en la ville de Montréal-Est, district de Montréal, ayant front sur l'avenue Saint-Cyr, de la dite ville et connus et désignés sous les numéros 1282, 1283, 1284, 1285 et 1286 de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-douze (92-1282, 1283, 1284, 1285 et 1286) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dit district.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 19 avril 1922. L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 22 avril 1922]

1635—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) LA VILLE DE MONT-
No 1082.) REAL-EST, corps légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires à Montréal-Est, district de Montréal, demanderesse; vs HILAIRE DESAULNIERS, défendeur.

10. Trois lots de terre sis et situés dans la ville de Montréal-Est, district de Montréal, connus et désignés sous les numéros 1271, 1272, 1273 de la subdivision du lot numéro 92 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal; les dits lots bornés en front par l'avenue Saint-Cyr;

20. Un lot de terre situé dans la dite ville de Montréal-Est, le dit lot connu et désigné sous le

3

town of Montreal East, district of Montreal, fronting on Tétrault avenue, of the said town, and designated as being the numbers 372, 374 known and 405 of the official subdivision of the original lot number 82 on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, said district;

2. A lot of land lying and situate in the town of Montreal-east, district of Montreal, fronting on Monarque avenue, of the said town, known and designated as being the lot number 424 of the official subdivision of the original lot number 82 of the said official cadastral plan and book of reference of the said parish of Pointe-aux-Trembles;

3. Two lots of land lying and situate in the town of Montreal-East, district of Montreal, fronting on Richard street, of the said town, known and designated as being the lots numbers 310 and 327 of the official subdivision of the original lot number 85 of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, said district.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montréal, 10th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]
1988—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit:) THE TOWN OF MONT-
No. 1245.) REAL-EAST, a municipal corporation having its place of business in the said town of Montreal-East, district of Montreal, plaintiff; vs TELESPHORE-A. PRIMEAU, defendant;

Five lots of land lying and situated in the town of Montreal-East, district of Montreal, fronting on Saint Cyr avenue of the said town, known and designated under the Nos. 1282, 1283, 1284, 1285 and 1286 of the official subdivision of the original lot number ninety two (92-1282, 1283, 1284, 1285 and 1286) of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, said district.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTIETH day of MAY next, at TWELVE o'clock NOON.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montréal, April 19th, 1922. Sheriff.

[First publication, 22nd April, 1922]

1636—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit:) THE TOWN OF
No. 1082.) MONTREAL-EAST, a body politic and corporate, having its place of business at Montreal-East, district of Montreal, plaintiff; vs. HILAIRE DESAULNIERS, defendant.

10. Three lots of land lying and situated in the town of Montreal-East, district of Montreal, known and designated under the numbers 1271, 1272 and 1273 of the subdivision of the lot number 92 of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, district of Montreal; the said lots fronting on Saint Cyr avenue;

20. A lot of land situate in the said town of Montreal-East, known and designated under the

numéro 95 de la subdivision du lot 90 sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal; ledit lot borné en front par la rue Notre-Dame.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 19 avril 1922. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 22 avril 1922]
1641—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J.-B. DAOUST, demandeur; vs ANTOINE MARTEL, défendeur.

La moitié indivise d'un lot de terre avec bâtisses dessus construites, situé à Tétraville, Montréal, ayant front sur la rue Mercier et portant le numéro 828 de la subdivision du lot numéro 397 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe; borné vers le nord-est par le numéro 397-816 (ruelle), vers le sud-est par le numéro 397-827, vers le nord-ouest par le numéro 397-829, (ruelle) et mesurant 25 pieds de largeur par 105 pieds de profondeur.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 19 avril 1922. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 22 avril 1922]
1639—16-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA MUNICIPALITÉ NO 2223. } DE LA PAROISSE DE SAINT-LAURENT, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, demanderesse; contre THE MODEL CITY ANNEX COMPANY, LIMITED, corporation d'ement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal défenderesse.

Tous les lots ci-dessous mentionnés sont situés dans la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier et sont des lots de subdivision du lot originaire numéro 356 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, comté Jacques-Cartier.

Les lots de terre étant les subdivisions 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 66, 67, 119, 120, 121, 122, 718, 719, 720, 805, 806, 807, 808, 809, 810 et 811; bornés en front par le chemin public;

Les lots numéros 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 et 32; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 1;

Les lots numéros 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55 et 56, 69, 70, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91 et 92; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 65;

Les lots numéros 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 147, 148, 149, 150, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 278, 279, 280, 281; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 57;

Les lots numéros 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142,

number 95 of the subdivision of the lot 90 of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, district of Montreal; the said lot fronting on Notre-Dame street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTIETH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, April 19th., 1922. Sheriff.
[First publication, 22nd April, 1922]
1642—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. B. DAOUST, plaintiff; vs. ANTOINE MARTEL, defendant.

The undivided half of a lot of land with the buildings thereon erected, situate at Tétraville, Montreal, fronting on Mercier street and bearing the number 828 of the subdivision of the lot number 397 of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe; bounded on the northeast by the number 397-816 (a lane), on the southeast by the number 397-827, on the northwest by the number 397-829 (a lane) and measuring 25 feet in width by 105 feet in depth.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTIETH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, April 19th., 1922. Sheriff.
[First publication, 22nd April, 1922]
1640—16-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE MUNICIPALITY NO 2223. } OF THE PARISH OF SAINT-LAURENT, a body politic and corporate, having its principal place of business in the town of Saint Laurent, district of Montreal, plaintiff; against THE MODEL CITY ANNEX COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, defendant.

All the lots hereunder described are situated in the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier and are subdivisions of the original lot number 356 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, county of Jacques-Cartier.

The lots of land being the subdivisions 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 66, 67, 119, 120, 121, 122, 718, 719, 720, 805, 806, 807, 808, 809, 810 and 811; fronting on the public road;

The lots numbers 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, until 30, 31 and 32; fronting on a street bearing the subdivision number 1;

The lots numbers 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55 and 56, 69, 70, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91 and 92; fronting on a street bearing the subdivision number 65;

The lots numbers 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 147, 148, 149, 150, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 278, 279, 280, 281; fronting on a street bearing the subdivision number 57;

The lots numbers 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142,

143, 144, 145 et 146; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 118;

Les lots numéros 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181 et 182; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 151;

Les lots numéros 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244 et 245; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 214;

Les lots numéros 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 277;

Les lots numéros 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 306, 307, 308, 309, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 377, 378, 379, 380, 381, 438, 439, 440 et 441; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 310;

Les lots numéros 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 311;

Les lots numéros 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 382, 383, 384, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404 et 405; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 374;

Les lots numéros 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464 et 465; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 437;

Les lots numéros 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 466, 467, 468, 469, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 598, 599, 600, 601; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 470;

Les lots numéros 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 471;

Les lots numéros 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 534;

Les lots numéros 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 597;

Les lots numéros 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 626, 627, 628, 629, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 813, 814, 815, 816; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 630;

Les lots numéros 639, 640, 641, 642, 643, 644,

143, 144, 145 and 146; fronting on a street bearing the subdivision number 118;

The lots numbers 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181 and 182; fronting on a street bearing the subdivision number 151;

The lots numbers 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244 and 245; fronting on a street bearing the subdivision number 214;

The lots numbers 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305; fronting on a street bearing the subdivision number 277;

The lots numbers 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 306, 307, 308, 309, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 377, 378, 379, 380, 381, 438, 439, 440 and 441; fronting on a street bearing the subdivision number 310;

The lots numbers 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342; fronting on a street bearing the subdivision number 311;

The lots numbers 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 382, 383, 384, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404 and 405; fronting on a street bearing the subdivision number 374;

The lots numbers 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464 and 465; fronting on a street bearing the subdivision number 437;

The lots numbers 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 466, 467, 468, 469, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 598, 599, 600, 601; fronting on a street bearing the subdivision number 470;

The lots numbers 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502; fronting on a street bearing the subdivision number 471;

The lots numbers 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565; fronting on a street bearing the subdivision number 534;

The lots numbers 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625; fronting on a street bearing the subdivision number 597;

The lots numbers 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 626, 627, 628, 629, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 813, 814, 815, 816; fronting on a street bearing the subdivision number 630;

The lots numbers 639, 640, 641, 642, 643, 644,

645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 631;

Les lots numéros 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 721;

Les lots numéros 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831; bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 812;

Les lots numéros 832, 833, 834, 836, 786, 787, 790, 791, 792, 749, 750, 751, 754, 755, 703, 704, 707, 708, 663, 664, 667, 668; moins les parties des susdits lots vendus à la compagnie de chemin de fer Lachine, Jacques-Cartier & Maisonneuve Railway Company, en vertu d'un acte de vente par The Model City annex Company à Lachine Jacques-Cartier & Maisonneuve Railway, fait et passé le 11 janvier 1916, devant M^{re} Edmond Désaulniers, notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, le 14 janvier 1916, sous le numéro 313906.

Un dépôt d'une somme de dix dollars par lot, sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, conformément au jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 15 avril 1922.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 19 avril 1922.

1633—16-2

[Première publication, 22 avril 1922]

645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679; fronting on a street bearing the subdivision number 631;

The lots numbers 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766; fronting on a street bearing the subdivision number 721;

The lots numbers 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831; fronting on a street bearing the subdivision number 812;

The lots numbers 832, 833, 834, 836, 786, 787, 790, 791, 792, 749, 750, 751, 754, 755, 703, 704, 707, 708, 663, 664, 667, 668; less the parts thereof sold to the Lachine, Jacques-Cartier & Maisonneuve Railway Company, under a deed of sale from the Model City Annex Company to the Lachine, Jacques-Cartier & Maisonneuve Railway, done and passed before M^{re} Emond Désaulniers, notary, on the 11th of January, 1916, and registered at the registry office of the counties of Hochelaga and Jacques-Cartier, the 14th of January, 1916, under the number 313906.

A deposit of the sum of ten dollars per lot shall be required from every bidder with his bid, in accordance with a judgment of the Hon. Judge Bruneau, dated the 15th of April, 1922.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 19th April, 1922.

1634—16-2

[First publication, 22nd April, 1922]

QUÉBEC

Québec, à savoir : } ALPHONSE CARRIER, No 2644, cultivateur, Saint-Joseph-de-Lévis; contre Dame AURELIA SAMSON, veuve de feu Alphonse Samson, Lauzon, Lévis.

Le lot No 191 (cent quatre-vingt-onze) du cadastre officiel pour le village de Lauzon, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Cyrille—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Lévis, comté de Lévis, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 11 mai 1922.

1993—19-2

[Première publication, 13 mai 1922]

Québec, à savoir : } C. F. PAINCHAUD, No 3748, épiciier, de Québec; contre C. HENRI RIOUX, autrefois de Montréal et maintenant de lieux inconnus.

Les trois-quarts indivis de partie des lots Nos 162 (cent soixante-deux) et 163 (cent soixante-

Quebec, to wit : } ALPHONSE CARRIER, No 2644, farmer, of Saint-Joseph-de-Lévis; against AURELIA SAMSON, widow of the late Alphonse Samson, Lauzon, Lévis.

The lot No. 191 (one hundred and ninety one) of the official cadastre for the village of Lauzon, county of Lévis, being an emplacement situate on Saint Cyrille street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Joseph-de-Lévis, county of Lévis, the SIXTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, May 11th., 1922.

1994—19'2

[First publication, 13th May, 1922]

Quebec, to wit : } C. F. PAINCHAUD, gro- No. 3748, cer, of Quebec; against C. HENRI RIOUX, heretofore of Montreal and now of parts unknown.

The undivided three quarters of part of the lots Nos. 162 (one hundred and sixty two) and 163

trois) du cadastre officiel de la partie est du village de Lauzon, comté de Lévis, étant une étendue de terre située en la ville de Lauzon, contenant une largeur de trois-quarts d'arpent dans la partie qui se trouve au nord du chemin de fer Intercolonial et une largeur de un arpent et demi, dans la partie qui se trouve au sud dudit chemin de fer, le tout plus ou moins, sur la profondeur qui se trouve, à partir du cours d'eau allant de l'ouest à l'est au nord de ladite étendue de terre, se trouvant à quatre cent cinquante pieds ou environ de la rue Saint-Joseph, dans la ligne ouest, à aller jusqu'audit chemin de fer et ensuite à partir de ce chemin à aller jusqu'au trait-quarré des terres du deuxième rang de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lévis; bornée au nord à C.-F. Painchaud, à l'est à Désiré Bouchard et à la veuve Robitaille et à l'ouest à Désiré Bouchard—sans bâtisse, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Lévis, comté de Lévis, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 27 avril 1922. 1747—17-2

[Première publication, 29 avril 1922]

[Deuxième publication, 13 mai 1922]

(one hundred and sixty three) of the official cadastre of the east part of the village of Lauzon, county of Lévis, being a piece of land situate in the town of Lauzon, the part thereof lying north of the Intercolonial Railway, containing three quarters of one arpent in width and the part lying south of the said Railway containing one arpent and a half in width, the whole more or less, by the depth existing from the brook or creek running from west to east north of the said piece of land, being at a distance of about four hundred and fifty feet from Saint Joseph street in the west line, to the said Railway and then from the said Railway to the range line of the lands of the second range of the parish of Saint-Joseph-de-Lévis; bounded on the north by C. F. Painchaud, on the east by Désiré Bouchard and widow Robitaille and on the west by Désiré Bouchard—without buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Joseph-de-Lévis, county of Lévis, the SECONDD day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office,

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, 27th April, 1922. 1748—17-2

[First publication, 29th April, 1922]

[Second publication, 13th May, 1922]

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir: } **PIERRE PAULHUS**, demandeur; vs **WILLIE CHARBONNEAU**, défendeur.

La faculté de réméré que le défendeur s'est réservée jusqu'au premier de décembre prochain (1922), dans un certain acte de vente consenti à M. Pierre Cournoyer, par ledit défendeur et M. Alfred Charbonneau, devant J.-B.-T. Lafrenière, notaire, à Sorel, le premier de décembre dernier 1921, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Richelieu, à Sorel, sous le No 61134b, sur l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Un terrain situé en la cité de Sorel, au coin de la rue Adélaïde et de la rue Phipps, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Sorel, comme étant les lots numéros mille vingt-trois et mille vingt-deux, en entier, et comme faisant partie des lots numéros mille dix et mille neuf (Nos 1023, 1022 et particules Nos 1010 et 1009), mesurant cent trente-deux pieds de largeur par quatre-vingt-sept pieds de profondeur sur la rue Adélaïde, le tout de mesure anglaise; tenant en front à la rue Phipps, en profondeur à autres parties desdits lots Nos 1009 et 1010 et au lot No 1021, la propriété de sieur Joseph Laporte, au sud à la rue Adélaïde et au nord à partie du lot No 1008, la propriété de sieur Cyrille Chevalier—avec toutes les bâtisses y érigées; à la charge par l'adjudicataire d'accomplir toutes et chacune des conditions et charges stipulées dans ledit acte de vente sous faculté de réméré, et le défaut par celui-ci de ce faire entraînera la déchéance et la forclusion du droit d'exercer ladite faculté de réméré.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la cité de Sorel, MARDI, le TREIZIEME jour du

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } **PIERRE PAULHUS**, plaintiff; vs **WILLIE CHARBONNEAU**, defendant.

The right of redemption reserved by the defendant until the first of December next (1922), in a certain deed of sale in favor of Pierre Cournoyer by the said defendant and Alfred Charbonneau, before J. B. T. Lafrenière, notary, at Sorel, the first of December last, 1921, and registered at the Registry Office of the county of Richelieu, at Sorel, under the No. 61134b, on the immovable hereunder described, namely:

A parcel of land situate in the city of Sorel, at the corner of Adélaïde and Phipps streets, known and designated on the official plan and book of reference of the town of Sorel, as being the lots numbers one thousand and twenty three and one thousand and twenty two, in whole, and as forming part of the lots numbers one thousand and ten and one thousand and nine (Nos. 1023, 1022 and parts of Nos. 1010 and 1009), measuring one hundred and thirty two feet in width by eighty seven feet in depth on Adélaïde street, the whole English measurements, bounded in front by Phipps street, in depth by other parts of the said lots Nos. 1009 and 1010 and the lot No. 1021, the property of Joseph Laporte, on the south by Adélaïde street and on the north by part of the lot No. 1008, the property of Cyrille Chevalier—with all the buildings thereon erected. The adjudicataire shall fulfill any and all of the conditions and charges stipulated in the said deed of sale with right of redemption, and in default by him so to do it shall entail the loss and forfeiture of the right to exercise the said right of redemption.

To be sold at the sheriff's office, in the city of Sorel, on TUESDAY, the THIRTEENTH day

mois de JUIN prochain (1922), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

JOS.-L. LARIVIERE.

Sorel, 10 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]

1951—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Yamaska.

Sorel, à savoir: } **JOSEPH-H. CHAPDELAIN**
No 6407. } **vs WILFRID MORIN.**

Six bâtisses en bois, dont une maison à un étage et demi, d'une dimension de vingt pieds par vingt-trois pieds, un hangar à un étage et demi, d'une dimension de douze pieds par vingt-deux, une grange et écurie à un étage et demi, d'une dimension de 23 pieds par 26 pieds avec un petit annexe, deux laiteries et un poulailler, le tout construit sur une portion de terre située au village de Saint-François-de-Sales, dans le comté d'Yamaska; tenant d'un côté, au nord, à un chemin public; au sud à la rivière Saint-François et des autres côtés au terrain des sauvages Abénakis et connue et désignée comme une partie du lot numéro douze cent dix-sept (ptie No 1217) des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, MARDI le TREIZIEME jour du mois de JUIN prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

JOS.-G. LARIVIERE.

[Première publication, 13 mai 1922]

1989—19-2

of the month of JUNE next, 1922, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

JOS. G. LARIVIERE,

Sheriff.

Sorel, 10th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]

1952—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Yamaska.

Sorel, to wit: } **JOSEPH-H. CHAPDELAIN**
No. 6407. } **vs WILFRID MORIN.**

Six wooden buildings made up of a one storey and a half house, twenty feet by twenty three feet, a one storey and a half shed, twelve feet by twenty two feet, a barn and stable, one and a half storey high, twenty three feet by twenty six feet with a small wing; two dairies and a henhouse, the whole erected on a parcel of land situate at the village of Saint-François-de-Sales, in the county of Yamaska; bounded on one side, to the north, by a public road, on the south by the river Saint François and on the other two sides by the land of the Abenakis Indians and known and designated as being part of the lot number twelve hundred and seventeen (pt. No. 1217) of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Thomas-de-Pierreville.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Thomas-de-Pierreville, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of the month of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

JOS. G. LARIVIERE,

Sheriff.

Sorel, 10th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]

1990—19-2

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } **DAME MARIE-LOUISE**
No 3640. } **BLANCHE McDO-**

NALD, veuve de Sir Rodolphe Forget, PIERRE-FRANCOIS CASGRAIN, avocat, député à la chambre des Communes du Canada, et GILLES FORGET, industriel, tous de la cité de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Sir Rodolphe Forget en son vivant du même lieu, agent de change, demandeurs; contre FRANÇOIS SAVARD et ADJUTOR SAVARD, tous deux de Saint-Siméon, journaliers, défendeurs.

1. Un lopin de terre ou emplacement situé dans le rang de Port-au-Persil, en la paroisse de Saint-Siméon, faisant partie du lot numéro 65 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Siméon, contenant un arpent de front sur un arpent de profondeur, plus ou moins; borné d'un côté vers l'ouest à la route du quai, en avant vers le sud au terrain de L.-A. Bouliane, faisant partie du même lot, et des autres côtés au terrain de Ismael Dufour, faisant aussi partie du même lot, tel que ledit emplacement est actuellement—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Siméon, le VINGT-DEUX-

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } **DAME MARIE LOUISE**
No. 3640. } **BLANCHE McDO-**

NALD, widow of Sir Rodolphe Forget, PIERRE-FRANCOIS CASGRAIN, advocate, member of the House of Commons of Canada and GILLES FORGET, manufacturer, all of the city of Montreal, in their quality of testamentary executors of the late Sir Rodolphe Forget, in his lifetime of the same place, broker, plaintiff; against FRANCOIS SAVARD and ADJUTOR SAVARD, both of Saint Siméon, laborers, defendants.

1. A parcel of land or emplacement situate in the range of Port-au-Persil, in the parish of Saint Siméon, forming part of the lot number 65 of the official cadastre of the parish of Saint Siméon, containing one arpent in front by one arpent in depth, more or less; bounded on one side towards the west by the wharf road, in front towards the south by the land of L. A. Bouliane, forming part of the same lot, and on the other sides by the land of Ismael Dufour, also forming part of the same lot, as the said emplacement is actually—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Siméon, on the TWENTY SECOND day of

10^{ÈME} jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,
ELIE MALTAIS.

Malbaie, 8 mai 1922.

[Première publication, 29 avril 1922]

1723—17-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir:) **FERDINAND PERRON**,
No 3791.) des Eboulements, cultivateur, demandeur; contre **ARTHUR TREMBLAY**, (Alban) des Eboulements, défendeur.

1. Un lopin de terre situé en la paroisse des Eboulements, contenant 48 pieds de largeur allant en diminuant au sud et atteignant au bout de la profondeur de 150 pieds une largeur de 20 pieds seulement sur ladite profondeur de 150 pieds, mesure anglaise; borné au nord par ledit chemin public, au sud et à l'ouest par le terrain appartenant à l'abbé Thos Gravel et à l'est par le terrain des représentants de feu Jules Clément, étant et faisant partie du lot No 275 du cadastre officiel de la paroisse des Eboulements—avec bâtisses dessus érigées;

2. Un autre lopin de terre de forme irrégulière et presque triangulaire, situé au même endroit, contenant au nord 20 pieds de largeur, mesure anglaise, au sud 9 pieds de largeur sur une profondeur de 56 pieds à l'est et de 55 pieds à l'ouest; borné au nord par la partie du lot ci-haut désigné, à l'est par les représentants de feu Jules Clément, au sud et à l'ouest par le terrain des représentants de Guillaume Perron, étant une petite partie dudit lot No 275 dudit cadastre des Eboulements.

Poue être vendus à la porte de l'église de la paroisse des Eboulements, le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,
ELIE MALTAIS.

Malbaie, 18 avril 1922.

1645—16-2

[Première publication, 22 avril 1922]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

No 6207.) **JOSEPH BISSON**, commerçant,
de Saint-Evariste-Station, demandeur; vs **JOSEPH LESSARD**, de Sainte-Cécile, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Les lots numéros douze (12) et treize (13) du cinquième (5^e) rang nord-est sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Whitton—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Whitton, MARDI, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI prochain 1922, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 19 avril 1922.

1651—16-2

[Première publication, 22 avril 1922]

JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

ELIE MALTAIS,
Sheriff.

Malbaie, May 8th, 1922.

[First publication, 29th April, 1922]

1724—17-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit:) **FERDINAND PERRON**,
No 3791.) of Les Eboulements, farmer, plaintiff; against **Arthur Tremblay** (Alban), of Les Eboulements, defendant.

1. A parcel of land situate in the parish of Les Eboulements, containing 48 feet in width narrowing down towards the south and having at the end of the depth of 150 feet a width of 20 feet only, by the said depth of 150 feet, English measurements; bounded on the north by the public road, on the south and west by the land belonging to the Rev. Thos Gravel and on the east by the land of the representatives of the late Jules Clément, being and forming part of the lot No. 275 of the official cadastre of the parish of Les Eboulements—with the buildings thereon erected;

2. Another parcel of land of irregular outline and almost triangular in shape, situate at the same place, containing at the north end 20 feet in width, English measurements, at the south end 9 feet in width by a depth of 56 feet along the east side and 55 feet along the west side; bounded on the north by the parcel of land firstly above described, on the east by the representatives of Jules Clément, on the south and west by the land of the representatives of Guillaume Perron, being a small part of the said lot No. 275 of the said cadastre of Les Eboulements.

To be sold at the church door of the parish of Les Eboulements, the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

ELIE MALTAIS,
Sheriff.

Malbaie, April, 18th, 1922.

1646—16-2

[First publication, 22nd April, 1922]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

No. 6207.) **JOSEPH BISSON**, trader, of Saint-Evariste Station, plaintiff; vs **JOSEPH LESSARD**, of Sainte-Cécile, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The lots numbers twelve (12) and thirteen (13) of the fifth (5th) north east range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Whitton—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Cécile-de-Whitton, on TUESDAY, the TWENTY THIRD day of MAY next, 1922, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office,

C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, 19th April, 1922.

1652—16-2

[First publication, 22nd April, 1922]

TROIS-RIVIÈRES

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit du comté de Champlain.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } NEREE MASSI-
No 354. } COTTE, deman-

deur; vs PIERRE LESIEUR ET AL. défendeurs.

Comme appartenant audit défendeur, Hercule Lesieur, savoir:

Les lots de terre situés dans le village de Saint-Georges, dans le comté de Champlain, maintenant connus et désignés sous les numéros de subdivision soixante-seize et soixante-dix-sept du numéro officiel mille vingt-cinq (76 et 77 de 1025) du cadastre hypothécaire de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, dans le comté de Champlain, le QUATORZIÈME jour de JUIN prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 10 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]

1991—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } DAME CELINA
No 61. } DESHAIES

ET VIR, demanderesse; vs HAMELDA LEVASSEUR ET VIR, défenderesse.

Comme appartenant à ladite défenderesse, savoir:

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, du côté nord du chemin; borné en front au chemin du quatrième rang de Maddington, voisin d'un côté à Arthur Dubois, de l'autre côté à Roméo Beauchesne et au nord à Ed Morrissette—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances; ledit emplacement comprenant à la mesure anglaise environ soixante pieds de largeur en front, sur environ cent soixante pieds de profondeur et allant en se rétrécissant jusqu'à environ quarante-huit pieds de largeur à sa profondeur et formant partie du lot numéro cent six (Ptie No 106) du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Georgette.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, dans le comté de Nicolet, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif,

Le shérif,

PHI. L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 19 avril 1922. 1647—16-2

[Première publication, 22 avril 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } ISRAEL DAU-
No 212. } PLAISE, ES-

QUALITÉ, demandeur; vs HENRI COTÉ, FERE ET AL., défendeurs.

Comme appartenant auxdits défendeurs, savoir:

Une terre située en la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le cinquième rang de l'augmentation de Bulstrode, de la contenance de quatre arpents et demi de front, plus ou moins, sur la profondeur dudit rang connue et désignée comme étant la

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of the county of Champlain.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } NEREE MASSI-
No. 354. } COTTE, plain-

tiff; vs PIERRE LESIEUR ET AL. defendants.

As belonging to the said defendant, Hercule Lesieur, namely:

The lots of land situate in the village of Saint-Georges, in the county of Champlain, now known and designated under the subdivision numbers seventy six and seventy seven of the official lot number one thousand and twenty five (76 and 77 of 1025) of the hypothecary cadastre of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Georges, in the county of Champlain, the FOURTEENTH day of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 10th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]

1992—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } DAME CELINA
No. 61. } DESHAIES ET VIR,

plaintiff; vs HAMELDA LEVASSEUR ET VIR, defendant.

As belonging to the said defendant, namely:

An emplacement situate in the parish of Sainte-Marie-de-Blandford, on the north side of the road; bounded in front by the road of the forth range of Maddington, on one side by Arthur Dubois, on the other side by Roméo Beauchesne and on the north by Ed Morrissette—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; the said emplacement containing, according to English measurements, about sixty feet in width in front by about one hundred and sixty feet in depth, and narrowing down to about forty eight feet in width at the rear, and forming part of the lot number one hundred and six (Pt. No. 106) of the cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte-Georgette.

To be sold at the church door of the parishes of Sainte-Marie-de-Blandford, in the county of Nicolet, the TWENTY SIXTH day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 19th April, 1922. 1648—16-2

[First publication, 22nd April, 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } ISRAEL DAUPLAI-
No. 212. } SE, ES-QUALITÉ,

plaintiff; vs HENRI COTÉ, SENIOR ET AL., defendants.

As belonging to the said defendants, namely:

A farm situate in the parish of Sainte-Eulalie, in the fifth range of the gore of Bulstrode, containing four arpents and a half in front, more or less, by the depth of the said range, known and designated as being the lateral and longitudinal

moitié latérale et longitudinale ouest du lot numéro cent soixante-quinze (175) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Eulalie—avec maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif,

Le shérif,

PHI. L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 19 avril 1922. 1649—16-2

[Première publication, 22 avril 1922]

west half of the lot number one hundred and seventy five (175) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Eulalie—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Eulalie, in the county of Nicolet, the TWENTY THIRD day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard time).

Sheriff's office,

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 19th April, 1922. 1650—16-2

[First publication, 22nd April, 1922]

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—**SALUT :**

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Assistant-Procureur-
Général.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, un plan de chaque cité, ville, village, constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi s'y rapportant et énonçant ce qui suit:

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;

2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan, est indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le ministre peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the SEAS, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—**GREETING :**

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Deputy Attorney
General.

WHIEREAS in virtue of the provisions of article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, it is enacted that the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries, shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, relating thereto and in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;

2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land, shown on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible ; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office of such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document what-

suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquentement dans les autres livres et registres affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquentement concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 et observant les autres formalités en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division

ever; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts of more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant-Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article in the same manner as the index mentioned in article 2131 :

"2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant-Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration

d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de Notre province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan et un livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Ouïatchouan, comté du Lac Saint-Jean, seconde division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU que copies desdits plan et livre de renvoi, certifiées par ledit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement de la seconde division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean, et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir: depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard desdits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions dudit article 7486 des Statuts Refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas Canada qui s'y rapportent:

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de ladite province, a fixé le vingt-deuxième jour du mois de mai 1922, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas Canada deviendront et seront en vigueur dans ladite division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean, relativement au cadastre du canton de Ouïatchouan, faisant partie de ladite division d'enregistrement;

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir dudit vingt-deuxième jour du mois de mai 1922, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas Canada, deviendront et seront en vigueur dans ladite division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean, relativement au cadastre du canton de Ouïatchouan.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans ladite division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean, sur des terrains situés dans ledit canton de Ouïatchouan, de les renouveler dans les deux ans qui suivront ledit vingt-deuxième jour du mois de mai 1922, à peine de perdre la priorité conférée par ledit Code Civil.

division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

"The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respected; the localities whereof the plan has been so filing and from date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, an official plan and book of reference of the cadastre of the township of Ouïatchouan, county of Lake Saint John, second registration division of the county of Lake Saint John;

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS a copies of such plan and book of reference, certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of the second registration division of the county of Lake Saint John, and there remain, open to the inspection of the public during office hours, that is to say; between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto;

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the twenty second day of the month of May, 1922, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Lake Saint John, relating to the cadastre of the township of Ouïatchouan, forming part of the said registration division;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said twenty second day of the month of May, 1922, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Lake Saint John, relating to the cadastre of the township of Ouïatchouan.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of the county of Lake Saint John, on lands situated in the said township of Ouïatchouan, to renew the same within the period of two years after the said twenty second day of the month of May, 1922, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUEBEC, ce NEUVIEME jour du mois de MAI, l'an de grâce mil neuf cent vingt-deux et de Notre règne le treizième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1957

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Assistant-Procureur-
Général.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 7486

des Statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, un plan de chaque cité, ville, village, constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi s'y rapportant et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;

2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan, est indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le ministre peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription et qu'il a été

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this NINTH day of the month of MAY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD.

1958

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the SEAS, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS in virtue of the provisions of article

7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, it is enacted that the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries, shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, and in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;

2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible ; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office of such division,

donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour, en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse,

and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties conterminous thereto ; and any piece of land composed of parts of more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan, are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant-Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131 :

"2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any

d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de Notre province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan et un livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Mulgrave, comté de Labelle, première division d'enregistrement du comté de Labelle.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marqué en ceux lesquels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation des Mines et des Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU que copies desdits plan et livre de renvoi certifiées par ledit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement de la première division d'enregistrement du comté de Labelle et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir: depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard desdits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions dudit article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas Canada qui s'y rapportent:

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de ladite province, a fixé le vingt-deuxième jour du mois de mai 1922, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Labelle, relativement au cadastre du canton de Mulgrave, faisant partie de ladite division d'enregistrement;

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présent Proclamation, qu'à partir dudit vingt-deuxième jour du mois de mai 1922, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Labelle, relativement au cadastre du canton de Mulgrave.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans ladite division d'enregistrement du comté de Labelle, sur des terrains situés dans ledit canton de Mulgrave, de les renouveler dans les deux

division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

"The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable Minister of Colonization Mines and Fisheries of Our Province of Quebec has caused to be prepared under his superintendence, an official plan and book of reference of the cadastre of the township of Mulgrave, county of Labelle, first registration division of the county of Labelle.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS copies of such plan and book of reference certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of the first registration division of the county of Labelle, and there remain, open to the inspection of the public during office hours, that is to say: between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto:

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the twenty second day of the month of May, 1922, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Labelle, relating to the cadastre of the township of Mulgrave, forming part of the said registration division;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said twenty second day of the month of May, 1922, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Labelle, relating to the cadastre of the township of Mulgrave;

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of the county of Labelle, on lands situated in the said township of Mulgrave, to renew the same within the period of two

ans qui suivront ledit vingt-deuxième jour du mois de mai 1922, à peine de perdre la priorité conférée par ledit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos fidèles sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUÉBEC, ce NEUVIÈME jour de MAI, l'an de grâce mil neuf cent vingt-deux et de Notre règne le treizième.

Par ordre,
Le sous secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1959

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3308 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut établir, par proclamation, dans et pour chaque district ou comté, ou dans et pour une localité quelconque dans cette province, une ou plusieurs cours de magistrat désignées conformément aux dispositions du dit article;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice dans le district de Joliette, que les Cours de magistrat y soient établies.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons, qu'à compter du 15 mai prochain (1922), les Cours de magistrat suivantes soient établies, en outre de la "Cour de magistrat pour le district de Joliette":

Une Cour de magistrat dans et pour le comté de L'Assomption, à L'Assomption, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de L'Assomption" et siégera au même endroit que la Cour de circuit;

Une Cour de magistrat dans et pour la partie du comté de Montcalm, comprise dans le district judiciaire de Joliette, à Sainte-Julienne, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Montcalm" et siégera à Sainte-Julienne, au même endroit que la Cour de circuit;

years after the said twenty second day of the month of May, 1922, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this NINTH day of MAY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty-two and in the thirteenth day of Our Reign

By command,
C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1960

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS under and by virtue of article 3308 of the Revised Statutes, 1909, as enacted by the Act 12 George V, chapter 64, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, established in and for each district or county, or in and for any place in the Province, one or more Magistrate's Courts designated according to the provisions of the said article

WHEREAS, it is in the interest of the proper administration of justice, in the district of Joliette, that Magistrate's Courts be therein established;

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council of Our Province, We have proclaimed and directed and by these presents proclaim and direct, that from and after the 15th of May next, 1922, the following Magistrate's Courts be established, in addition to the "Magistrate's Court for the district of Joliette":

A Magistrate's Court in and for the county of L'Assomption, at L'Assomption, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of L'Assomption", and shall sit at the same place as the Circuit Court;

A Magistrate's Court in and for that part of the county of Montcalm, comprised within the judicial district of Joliette, at Sainte-Julienne, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Montcalm" and shall sit at Sainte-Julienne, at the same place as the Circuit Court;

Une Cour de magistrat dans et pour la partie du comté de Berthier, comprise dans le district judiciaire de Joliette, à Berthierville, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Berthier" et siégera à Berthierville, au même endroit que la Cour de circuit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce SIXIEME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1967

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK.

[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général. } tions des articles 3308
et 3327 des Statuts refondus, 1909, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, par proclamation, dans et pour chaque district ou comté, ou dans et pour une localité quelconque dans cette province, une ou plusieurs cours de magistrat désignées conformément aux dispositions de l'article 3308, et qu'il peut également, par proclamation, abolir toute Cour de magistrat quand il le juge à propos;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, dans le district de Rimouski, que les Cours de magistrat y établies soient réorganisées.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du conseil exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes, réglons et ordonnons comme suit:

1. Qu'à compter du 1er juin prochain (1922), les Cours de magistrat suivantes soient établies:

Une Cour de magistrat dans et pour le district de Rimouski, à Rimouski, chef-lieu dudit district, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le district de Rimouski";

Une Cour de magistrat dans et pour le comté de Matane, à Saint-Jérôme-de-Matane, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat

A Magistrate's Court in and for that part of the county of Berthier, comprised within the judicial district of Joliette, at Berthierville, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Berthier" and shall sit at the same place as the Circuit Court;

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SIXTH day of MAY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1968

Canada,
Province of
Quebec.

C. FITZPATRICK.

[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these present shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS under
Deputy-Attorney- } and by virtue of
General. } the provisions of articles
3308 and 3327 of the Revised Statutes, 1909, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, establish in and for each district or county, or in and for any place in the Province, one or more Magistrate's Courts designated according to the provisions of article 3308, and that he may likewise, by proclamation, abolish any Magistrate's Court when he thinks it proper;

WHEREAS it is in the interest of the proper administration of justice, in the district of Rimouski, that the Magistrate's Court therein established be reorganized;

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council or Our Province, We have proclaimed and directed, and, by these presents, proclaim and direct as follows:

1. That from and after the 1st of June next, 1922, the following Magistrate's Courts be established:

A Magistrate's Court in and for the district of Rimouski, at Rimouski, the chief-place of the said district, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the district of Rimouski";

A Magistrate's Court in and for the county of Matane, at Saint-Jérôme-de-Matane, which shall be known under the name of "Magistrate's

pour le comté de Matane" et siégera au même endroit que la Cour de circuit;

Une cour de magistrat dans et pour le comté de Matane, à Amqui, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Matane, à Amqui" et siégera dans la salle du conseil municipal, à Amqui;

2. Que toutes les proclamations émises dans le passé concernant l'établissement d'une ou de plusieurs cours de magistrat dans et pour le comté de Rimouski, soient annulées à compter du 1er juin prochain, 1922.

3. Que les dossiers, registres, documents et archives des Cours de magistrat abolies soient transmis tel que déterminé ci-dessous:

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté de Matane, à Mont-Joli" à la "Cour de magistrat pour le district de Rimouski";

Ceux de la "Cour de magistrat pour le comté de Rimouski, dans la paroisse de Saint-Simon" à la "Cour de magistrat pour le district de Rimouski";

Ceux des "Cours de magistrat pour le comté de Matane, à Saint-Octave, à Sandy-Bay, à Cedar-Hall (Val-Brillant) et à Sainte-Marie-de-Sayabec" à la "Cour de magistrat pour le district de Rimouski";

Ceux de la "Cour de magistrat dans et pour le comté de Matane, à Amqui" à la "Cour de magistrat pour le comté de Matane, à Amqui";

Ceux de la "Cour de magistrat dans le comté de Rimouski, dans la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane" à la "Cour de magistrat pour le comté de Matane".

De tout ce que dessus tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce SIXIÈME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
1971 C.-J. SIMARD.

Court for the county of Matane" and shall sit at the same place as the Circuit Court;

A Magistrate's Court in and for the county of Matane, at Amqui, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Matane, at Amqui" and shall sit in the hall of the municipal council at Amqui;

2. That all the proclamations issued in the past concerning the establishment of one or more Magistrate's Court in and for the county of Rimouski, be revoked from and after the 1st of June next, 1922;

3. That the records, registers, documents and archives of the Magistrate's Courts abolished be transmitted as hereunder determined:

Those of the "Magistrate's Court for the county of Matane, at Mont-Joli", to the "Magistrate's Court for the district of Rimouski";

Those of the "Magistrate's Court for the county of Rimouski, in the parish of Saint Simon", to the "Magistrate's Court for the district of Rimouski";

Those of the Magistrate's Court for the county of Matane, at Saint Octave, at Sandy Bay, at Cedar Hall (Val-Brillant) and at Sainte Marie-de-Sayabec", to the "Magistrate's Court for the district of Rimouski";

Those of the Magistrate's Court for the county of Matane, at Amqui", to the "Magistrate's Court for the county of Matane, at Amqui";

Those of the "Magistrate's Court in the county of Rimouski, in the parish of Saint Jérôme-de-Matane" to the "Magistrate's Court for the county of Matane".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this SIXTH day of MAY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command.

C. J. SIMARD,
1972 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

"Metropolitan Finance Corporation, Limited—
La Corporation Financière Métropolitaine,
Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Ernest Gohier ingénieur civil et arpenteur, de la cité d'Outremont et Joseph

Letters patent

"Metropolitan Finance Corporation, Limited—
La Corporation Financière Métropolitaine,
Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1922, incorporating: Ernest Gohier, civil engineer and land surveyor, of the city of Outremont, Joseph Leclaire,

Leclair, comptable, de la cité de Lachine, Wilfrid St-Germain, agent foncier, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme agents de finances et placements, acheter, vendre et négocier, soit comme principal, soit comme agent, des parts, bons, débetures, hypothèques sur propriété personnelle, des titres, billets et obligations de tous genres, aussi percevoir et disposer de l'intérêt, des dividendes ou du revenu provenant de ces parts, bons, débetures, hypothèques, titres ou autres obligations; agir comme agent général, marchand à commission, facteur ou courtier pour aucune catégorie de producteur, marchand, manufacturier ou expéditeur; agir en qualité d'agent ou courtier d'assurance maritime, d'assurance-feu, accident, fidélité, et autre risque; agir comme agent ou représentant des propriétaires, d'autres personnes ou corporations possédant ou prétendant posséder un intérêt dans des marchandises, vaisseaux, cargaisons, du fret, des automobiles ainsi que d'autres véhicules et objets d'assurance; agir aussi comme agents ou procureurs pour transiger aucune affaire que peut faire la compagnie, la vente de la propriété, le placement et l'encaissement des deniers, loyers, intérêts, dividendes, hypothèques, bons, titres et autres valeurs;

Acquérir, exploiter, louer ou autrement utiliser ou aliéner des automobiles, camions, motocyclettes et véhicules-moteurs de toute catégorie et description, des carrosses, voitures, cabriolets, camions, wagons, omnibus, engins-tracteurs, et tout autre genre de véhicules, des aéroplanes dirigeables, et ballons; bâtir, exploiter et maintenir des remises, entrepôts, aérodromes et d'autres bâtiments pour y remiser, prendresoins, réparer et garder pour louage, des automobiles, motocyclettes et véhicules-moteurs de tous genres, des voitures, camions, engins-tracteurs et toute espèce de véhicules;

Construire, acquérir louer, exploiter et tenir des magasins, entrepôts et moyens de transport pour enmagasiner et transporter par terre ou par eau, en réfrigérateur ou autrement, tous produits, effets, denrées, marchandises, machines et véhicules, articles manufacturés ou autres propriétés personnelles; émettre des récépissés d'entrepôts et des certificats, négociables ou autres, en faveur des personnes remettant des marchandises à la compagnie, consentir des avances ou prêts sur la garantie de ces marchandises, ou autrement;

Agir comme courtiers de douanes et agents expéditeurs, aussi rassembler, recevoir, transférer, transporter et expédier les passagers, effets, denrées, marchandises, produits ainsi que tous articles de commerce et effets personnels; obtenir, détenir et acquérir par bail, achat, ou autrement des franchises, droits, privilèges et pouvoirs relatifs à ces services-

Acquérir par achat, louage ou autrement, détenir, posséder, développer, trafiquer de, vendre ou autrement disposer de biens-fonds, terrains, bâtiments, manufactures et structures, d'aucuns intérêts ou droits connexes; acquérir par achat, louage ou autrement, construire, entretenir et exploiter sur la propriété de la compagnie, sur de la propriété louée ou contrôlée par la compagnie des voies d'évitement ou autres moyens de transport, des canaux, barrages, aqueducs, ponts, bâtisses ou machineries; bâtir, construire, équiper, acheter ou autrement acquérir, aussi louer, affréter, exploiter, naviguer,

accountant, of the city of Lachine, Wilfrid St-Germain, real-estate, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business of financial and investment agents and to buy, sell and deal in either as principal or agent, stocks, bonds, debentures, mortgages on personal property, securities, notes and obligations of all kinds, and to collect and dispose of interest, dividends or income upon or from such stocks, bonds, debentures, mortgages, securities or other obligations; to act as general agent, commission merchant, factor or broker for any and every class of producer, merchant, manufacturer or shipper; to act as agent or broker for the placing of marine, fire, accident, fidelity and other insurance; to act as agent or representative of owners or other persons or corporations having or claiming to have any interest in merchandise, vessels, cargo, freight, automobiles and other vehicles and any other subject of insurance; and to act as agents or attorneys for the transaction of any business which may be carried on by the company, the sale of property, the investment and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, notes and other securities;

To acquire, operate, lease or otherwise employ or dispose of automobiles, auto trucks, motor cycles and motor vehicles of every kind and description, coaches, carriages, cabs, trucks, waggons, busses, traction engines, and any other kind of vehicles, aeroplanes, air ships and air vessels; to build, operate and maintain storage houses, garages, aerodromes and other buildings for the storing, caring for, repairing and keeping for hire therein, automobiles, motor cycles and motor vehicles of every description, carriages, trucks and traction engines and any other kind of vehicles;

To construct, acquire, lease operate and maintain store-houses, warehouses and conveyances for the storage and transportation by land or by water in cold storage or otherwise of any and all products, wares, goods, merchandise and machinery and vehicles, manufactured articles or other personal property; to issue warehouse receipts and certificates, negotiable or otherwise to persons warehousing goods with the company, and to make advancements or loans upon the security of such goods or otherwise;

To act as custom brokers and forwarding agents and to collect, receive, transfer, convey and forward passengers, goods, wares, merchandise, produce and all articles of commerce and personal effects; to obtain, hold and acquire by lease, purchase, or otherwise, any franchises, rights, privileges and powers connected with such services;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate, lands, buildings, factories and structures or any interests or rights connected therewith; to acquire by purchase, lease or otherwise, and to construct, maintain and operate on the property of the company or on property leased or controlled by the company sidings or other means of transportation, canals, dams, aqueducts, bridges, buildings, or machinery; to build, construct, equip, purchase or otherwise acquire, and to lease, charter, operate, navigate, maintain and control steam-

entretenir et contrôler des vapeurs, navires, barges, vaisseaux, dragueurs, remorqueurs et allèges;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer généralement d'effets, denrées, marchandises, machines, automobiles, véhicules de tout genre et de description, des aéroplanes, ballons de toute formes, accessoires mécaniques, appareils de construction, tous genres de moteurs et autres engins de transport à vapeur, à l'électricité, à l'huile, au gaz ou autres générateurs de force motrice;

Solliciter, acheter, acquérir, détenir, vendre, céder, louer, accorder ou autrement aliéner des brevets d'invention, droits patentés, licences, privilèges, inventions, améliorations et procédés, marques et noms de commerce se rapportant ou connexes à l'industrie de la compagnie, ou autrement utiles;

Faire société ou aucune convention relative-ment au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie, aussi souscrire et autrement acquérir et détenir des parts et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer, d'actions ou de valeurs d'aucune compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou à aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie;

Conduire aucune autre industrie ou entreprise que la compagnie croira propre à être convenablement conduite en rapport avec aucune partie du commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie;

Organiser une ou plusieurs compagnie pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie ou pour aucun autre objet qui paraîtra susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

S'amalgamer avec, s'unir ou se joindre à, aucune personne, firme, association ou corporation exerçant un commerce semblable ou connexe, acquérir aussi l'achalandage, le commerce, les droits, la propriété, l'actif, assumer ou prendre la totalité ou aucune partie du passif d'aucune personne, firme, association ou corporation exerçant aucun commerce semblable ou un commerce filial, les payer en argent, en actions ou en obligations de la compagnie, ou autrement;

Souscrire, prendre, acheter, acquérir, détenir, posséder, vendre, céder, transférer ou autrement trafiquer et disposer d'actions, obligations débetures, bons, ou autres valeurs, titres, contrats et fonds d'aucune compagnie ou corporation, selon les dispositions des sections 5985 de la Loi des compagnies; prendre aussi, détenir et se prévaloir d'aucune garantie collatérale ou autre pour l'exécution des obligations y mentionnées;

Emettre ou échanger son propre stock, ses bons et autres obligations, aider et commanditer d'aucune manière par prêts, avances, garanties ou autrement aucune personne, firme, corporation ou association dans laquelle la présente compagnie est intéressée comme créancière, actionnaire, ou autrement;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, négocier

boats, ships, barges, vessels, dredges, tugs and lighters;

To manufacture, buy, sell and deal in generally goods, wares, merchandise, machinery, automobiles, vehicles of every kind and description, aeroplanes, air-ships of any character, machine supplies, engineering appliances, all kinds of motors and other devices for operation by steam, electricity, oil, gas or other means of power;

To apply for, purchase, acquire, hold, sell, assign, lease, grant or otherwise dispose of any patents of invention, patent rights, licenses, privileges, inventions, improvements and processes, trade-marks, and trade-names relating to or in connection with the business of the company or otherwise;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company and to take and otherwise acquire and hold shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same, or share or securities of any company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any portion of the company's business, or calculated to directly or indirectly advance the company's interests;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To amalgamate, unite or join with any person, firm, association or corporation carrying on any similar or allied business and to acquire the good will, business rights, property and assets and to assume or undertake the whole or any part of the liabilities of any person, firm, association or corporation carrying on any similar business or allied business, and to pay for the same in cash, stock or bonds for the company or otherwise;

To subscribe for, underwrite, purchase, acquire, hold, own, sell, assign, transfer or otherwise deal in and dispose of any shares, bonds, debentures, notes, or other securities, obligations, contracts and evidences of indebtedness of any company or corporation according to the provisions of sections 5985 of the companies act; and to take, hold, and avail itself of any security or collateral of any nature for the performance of obligations contained therein; and to issue in exchange therefor its own stock, bonds and other obligations to aid and assist in any manner by loans, advances, guarantees or otherwise any person, firm, corporation or association in which this company is interested as creditor, shareholder or otherwise;

To draw, make, accept, endorse, negotiate

et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, lettres de crédit, mandats et autres instruments négociables ou commerciaux;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir l'exercice, l'exécution et la jouissance de licences, pouvoirs, autorités, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou pouvoir, aucune corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi les actions, obligations et valeurs à en défrayer le coût, les frais et dépenses nécessaires;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Émettre des actions libérées, des obligations ou débiteures en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, émettre aussi ces actions entièrement libérées, ces obligations ou autres titres en paiement, en paiement partiel ou en échange des obligations, actions, débiteures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie exerçant un commerce semblable entièrement ou partiellement connexe au commerce de la présente compagnie ;

Rémunérer soit en argent, ou avec l'assentiment des actionnaires, en parts entièrement ou partiellement libérées, en obligations, en débiteures ou avec des valeurs de la compagnie aucune personne, firme ou corporation pour services rendus dans la formation ou l'organisation, en faisant souscrire, en aidant à faire souscrire, en garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, des débiteures ou des autres valeurs de la compagnie, en rapport avec la gestion des affaires de la compagnie, distribuer aussi en espèces, en dividendes ou autrement, de temps à autre, aux actionnaires de la compagnie, aucunes actions ou valeurs appartenant à la compagnie, même propriété, aucuns effets ou droits de la compagnie ;

Vendre, louer, transférer, ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune autre firme, association ou corporation, accepter comme prix de cette vente, location, cession de l'argent ou des actions, débiteures, bons, titres ou autres obligations d'aucune compagnie ou corporation ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des sujets précités ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et détenir, améliorer, subdiviser, bâtir, utiliser, administrer, louer, transférer, céder, échanger et disposer de tous genres de propriétés mobilières et immobilières, aussi construire, ériger, réparer et altérer des maisons, magasins, entrepôts et d'autres structures sur ces terrains ou sur une partie d'iceux, et pour ces fins faire affaires comme ingénieurs, architectes et constructeurs ;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer, aider à promouvoir, ou organiser, administrer ou développer aucune corporation, compagnie, un syndicat, une entreprise ou affaire, faire tous actes nécessaires ou connexes ; et pour

and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, letters of credit, warrants and other negotiable or mercantile instruments;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required and in such manner as may from time to time be determined ;

To issue paid up shares, bonds or debentures for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire and also to issue such fully paid up shares, bonds or other security in payment, part payment or exchange for the bonds, shares, debentures or other security of any other company doing business similar in whole or in part or incidental to the business of this company ;

To remunerate either in cash or, with the approval of the shareholders, in paid up or partly paid up stock, bonds, debentures or securities of the company any person, firm or corporation, promotion or organization or in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any debentures or other securities of the company or in connection with the conduct of the company's business and to distribute in specie by way of dividend or otherwise from time to time among the shareholders of the company any shares, or securities belonging to the company or any property, assets or rights of the company ;

To sell, lease, transfer, or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other firm, association, or corporation and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, moneys or any shares, debentures, bonds, securities or other obligations of any company or corporation ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to hold, improve, sub-divide, build upon, utilize, administer, lease, transfer, sell, exchange, and dispose of all kinds of moveable and immovable property and to construct, erect, repair and alter houses, stores, warehouses, and other structures in or upon such lands or any part thereof and for such purposes to carry on the business of engineers, architects, and builders ;

To promote, organize, manage or develop and to assist in the promotion, organization, management, or development of any corporation, company, syndicate, or enterprise or undertaking and to do all acts necessary or incidental thereto ;

cela souscrire, acheter et vendre des débetures, bons, obligations ainsi que toutes autres valeurs de cette compagnie, et autrement utiliser l'argent ou le crédit de la compagnie d'aucune manière estimée avantageuse à aucune telles fins, soit en faisant servir à ces fins aucune portion des deniers de la compagnie, en plaçant sur le marché, en garantissant l'émission ou le paiement de l'intérêt sur les actions, débetures, bons, hypothèques, obligations ou autres valeurs de cette autre compagnie, faire aussi tous actes comme agents pour encaisser et convertir en argent ses titres, propriétés et gages ;

Garantir le remboursement des débetures, actions-hypothécaires, bons, obligations, placement ou titres que détient la compagnie, dont elle dispose ou trafique, ainsi que d'aucun intérêt en ceux ;

Prêter de l'argent à, garantir les contrats, ou autrement aider les personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires, et spécialement aux acheteurs des terrains ou autres propriétés de la compagnie, sous le nom de "Metropolitan Finance Corporation, Limited—La Corporation Financière Métropolitaine, Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de mille parts sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$5,000.00.

Le bureau principal de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1955 C.-J. SIMARD.

"Caledonian Construction Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1902, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1922, constituant en corporation: Athole Murray, John B. Duncan, ingénieurs civils, Fernand Quesnel, avocat, tous de la cité de Trois-Rivières, aux fins suivantes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, entrepreneurs de maisons et bâtisses publiques, de routes, quais, docks, entrepôts, aspirateurs à grain, bureaux, chemins de fer et autres commodités;

Acquérir des matériaux de toute espèce, des machines et machineries nécessaires au développement et au progrès des affaires de la compagnie;

Construire, acquérir, posséder, utiliser, vendre, louer et disposer de toutes commodités pour l'allégement des navires à vapeur ou autres, se livrer aux opérations consistant à renflouer, déplacer ou porter secours aux vaisseaux qui, partiellement ou totalement ont sombré, se sont échoués ou ont été endommagés, se livrer aux opérations d'une compagnie de sauvetage, et percevoir des frais pour cela;

Construire, bâtir, acquérir, posséder, naviguer, employer, utiliser, vendre, grever, louer, affréter ou autrement disposer de vaisseaux à vapeur et autres pour le transport des voyageurs, des effets et marchandises, se livrer de toutes façons aux opérations de la construction navale, des messageries, de l'entreposage et de la mise des grains en aspirateur;

Faire affaires comme bâtisseurs, constructeurs de structures commerciales;

and for such purpose to subscribe for, buy and sell debentures, bonds, mortgages, debentures and all other securities of such company and otherwise to employ the money or credit of the company in any manner deemed expedient for any such purposes, either by actually employing any portion of the moneys of the company for such purposes or by placing on the market or guaranteeing the issue of the payment of interest on the shares, debentures, bonds, mortgages, debentures, obligations or other securities of such other company and do act as agents for the purpose of collecting and converting into money its securities and properties pledged;

To guarantee the payment of any debentures, debenture stock, bonds, obligations or any investments or securities held, disposed of or dealt in by the company and interest thereon;

To lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist persons with whom the company may have business relations and in particular purchasers of land or other property from the company, under the name of "Metropolitan Finance Corporation, Limited—La Corporation Financière Métropolitaine, Limitée". The amount of the capital stock of the company is to be of one thousand shares having no nominal or par value and the amount of capital stock with which the company will commence its operation will be \$5,000.00.

The head office of the company, will be as Montreal, in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
1956 Assistant Provincial Secretary.

"Caledonian Construction Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of March, 1922, incorporating Athole Murray, John B. Duncan, civil engineers, Fernand, Quesnel, advocate, all of the city of Three Rivers, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, contractors of houses and public buildings, roads, wharves, docks, warehouses, elevators, offices, railroads and other facilities;

To acquire materials of all kinds, machines and machinery required for the development and progress of the business of the company;

To construct, acquire, own, use, sell, lease or otherwise dispose of all facilities for the lightening of steam, or other vessels, and to undertake the work of raising, removing or relieving vessels which have been wholly or partially sunk, ground or injured and to carry on the business of a wrecking company and to elect charges therefor;

To construct, build, acquire, own, navigate, employ, use, sell, mortgage, lease, charter or otherwise dispose of steam and other vessels for the conveyance of passengers, goods and merchandise and to carry on the business in all its branches of a shipbuilder and public carrier, warehouseman and of elevating grain;

To carry on the business of manufactures constructors and all commercial buildings;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

S'associer à d'autres compagnies ou personnes adonnée aux mêmes opérations;

Emettre des bons, obligations ou d'autres titres de la compagnie, leur fournir en garantie ou les vendre pour les prix et montants jugés convenables, pourvu que chaque telle débenture, obligation ou autre valeur ne soit pas pour moins que cent piastres;

Grever ou donner en garantie les immeubles de la compagnie, gager les meubles de la compagnie, ou les deux, en garantie du paiement de ces bons, obligations ou autres titres ainsi que de tous les emprunts contractés par la compagnie à ses fins;

Faire affaires de toutes manières comme ingénieurs-entrepreneurs;

Consentir, par ses officiers compétents, à un ou plusieurs fiduciaires, pour assurer le remboursement de débentures ou d'obligations, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie, en faisant mention de l'émission et du montant des débentures ou obligations ainsi garanties;

Acquérir, acheter, posséder, vendre et transférer totalement ou partiellement dans aucune compagnie exerçant la même industrie des actions ou intérêts, et les payer en argent ou avec des actions de compagnie précitée, sous le nom de "Caledonian Construction Company", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cinquante piastres (\$50.00)

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1965 C.-J. SIMARD.

"Stabell Gold Mines, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Alexander David Crooks, Harry Simcoe Parkinson, Robert Michael Willes Chitty, avocats, Georgina Mustard, comptable, célibataire, Ethel Chandler, sténographe, célibataire, tous de 1506 immeuble de la Banque Royale, à Toronto, aux fins suivantes:

Faire affaires comme compagnie minière, conformément aux particularités fournies à l'article 6746 de la Loi des compagnies minières de Québec;

Les actionnaires n'assumeront aucune responsabilité personnelle en sus du montant versé ou qu'ils conviendront de verser à la compagnie pour ses actions;

La compagnie pourra payer une commission n'excédant pas 25% à toute personne comme prix de sa souscription ou de son consentement à la souscription d'actions, de son entremise pour faire souscrire des parts;

La majorité des directeurs ne sera pas exigée pour constituer quorum, si les règlements corporatifs l'édicte ainsi;

Les administrateurs peuvent refuser l'enregistrement d'un transfert d'actions appartenant à un actionnaire endetté envers la corporation;

Payer avec ses deniers les frais et impenses se rattachant à la constitution et à l'organisation de la compagnie, sous le nom de "Stabell Gold Mines, Limited", avec un fonds social total de trois millions de piastres (\$3,000,000.00), divisé

To associate with other companies or individuals carrying on the same business;

To borrow money on the credit of the company;

To issue bonds, obligations or other values of the company and to give them in guaranty or to sell them for the prices and sums deemed proper provided that each such bond, obligation, or other value, be not for less than the sum of one hundred dollars;

To mortgage or give in guaranty the moveables of the company or give in guaranty the moveables of the company, or the two, to assure the payment of such bonds, obligations or other values and of all loans contracted by the company for its purposes;

To carry on the business of engineering contractors in all its branches;

To give, by their officers duly authorized, to one or more trustees to assure the payment of bonds or obligations, a mortgage on the moveables of the company, mentioning the issue and the amount of the bonds or obligations so guaranteed;

To acquire, buy, own sell and transfer wholly or partially in any company carrying on the same kind of business shares or interests and to pay for them in cash or with shares in aforesaid company, under the name of "Caledonian Construction Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company, will be at Three Rivers, in the district of Three Rivers.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,
1966 Assistant Provincial Secretary.

"Stabell Gold Mines, Limited".

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1922, incorporating: Alexander David Crooks, Harry Simcoe Parkinson, Robert Michael Willes Chitty, solicitors, Georgina Mustard, bookkeeper, unmarried, Ethel Chandler, stenographer, unmarried, all of 1506 Royal Bank Building, Toronto, for the following purposes:

To carry on the business of Mining Company in accordance with all the particulars contained in article number 6746 of the Quebec Mining Companies Act;

That the shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

That the company shall have powers to pay a commission of not more than 25% to any person in consideration of his subscribing or agreeing to subscribe for shares or procuring or agreeing to procure subscriptions for shares;

That the majority of the directors shall not be necessary to constitute a quorum if the by-laws of the company so provides;

That the directors may decline to register a transfer of shares belonging to a shareholder who is indebted to the corporation;

To pay out of its funds all costs and expenses of and incidental to the incorporation and organization of the company, under the name of "Stabell Gold Mines, Limited", with a total capital stock of three million-dollars (\$3,000,000.00), divided

en trois millions (3,000,000) de parts de une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1969 C.-J. SIMARD.

into three million (3,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
1970 Assistant Provincial Secretary.

Département des affaires municipales

CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 25 janvier 1922.

PRÉSENT : le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Amable, dans le comté de Verchères, le sixième jour de septembre 1921, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du Code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies:

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de Saint-Amable, dans le comté de Verchères, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du Conseil exécutif,

A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des affaires municipales,
OSCAR MORIN.

Québec, 25 janvier 1922. 1997

Département du trésor

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Nérée, dans le comté de Bellechasse, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que 43 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$39,800.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce huitième jour de mai mil neuf cent vingt-deux.

Le président,

EMILE BOUCHARD.

Le secrétaire,

ALPHONSE LAMONTAGNE. 1999

Avis est par la présente donné que la "National Trust Company, Limited" a nommé M. J.-M. Macdonnell comme agent en chef pour la province pour remplacer John McDonald.

EXECUTIVE COUNCIL.

Québec, 25th January, 1922.

PRESENT : the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint Amable, in the county of Verchères, on the sixth day of September, 1921, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by law of resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed:

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint Amable, in the county of Verchères, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,

Deputy Minister of Municipal Affairs.

Québec, January 25th., 1922. 1998

Treasury Department

Notice is hereby given that La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint Nérée, in the county of Bellechasse, in the Province of Quebec, has complied with the provisions of article 6889 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and that 43 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect the insurance to the amount of \$39,800.

Given pursuant to the article 6889 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this eighth day of May, one thousand nine hundred and twenty two.

EMILE BOUCHARD,

President.

ALPHONSE LAMONTAGNE,

Secretary. 2000

Notice is hereby given that the "National Trust Company, Limited" has appointed J. M. Macdonnell as its chief agent for the Province in the place of John McDonald.

Le bureau-chef de la compagnie, pour la province, est au numéro 153 rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément à l'article 7096u de l'acte concernant les Compagnies de fidéicommis, ce onzième jour de mai 1922.

Pour le trésorier de la province,
Inspector of Trust companies, P. Q.,
F. L. MONCK.

Département du trésor,
Branche des assurances, Québec. 2001

The head office of the company, for the Province, is at 153 Saint James street, Montreal.

Given pursuant to article 7096u of the act respecting Trust companies, this eleventh day of May, 1922.

For the Treasurer of the Province,
F. L. MONCK,
Inspector of Trust companies, P. Q.

Treasury Department,
Insurance Branch, Québec. 2002

Ministère de la voirie

ROUTE BEAUCE-JONCTION-SHERBROOKE

Le ministre de la Voirie donne par les présentes avis, conformément à la loi de l'entretien et de la réparation des chemins, qu'à partir du quinzième jour de mai 1922, les chemins suivants, savoir :

Dans le comté de Mégantic:

Dans la municipalité de la partie nord du canton d'Irlande

Le chemin traversant l'extrémité sud-est du rang 8 du canton d'Irlande ;

Dans la municipalité de la ville de Black Lake :

La rue Notre-Dame, depuis la limite nord-est de la ville de Black Lake jusqu'à la rue Saint-Hubert, la rue Saint-Hubert, depuis la rue Notre-Dame jusqu'à la rue Saint-Joseph, et la rue Saint-Joseph, depuis la rue Saint-Hubert jusqu'aux limites sud-est de la ville, sont une route régionale désignée à l'avenir sous le nom de "route Beauce-Jonction-Sherbrooke" ;

L'avis donné le 26 juillet 1921 et publié dans la *Gazette Officielle de Québec* de 1921 à la page 1594, classant certains chemins faisant partie de la route Beauce-Jonction-Sherbrooke, doit être modifié comme suit :

1. Dans la municipalité de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus

La route Broughton-Sud traversant une partie du 7e rang, les 8e et 9e rangs, une partie du 10e rang et le 11e rang du canton Broughton, au lieu de "la route Broughton-Sud traversant les rangs 8, 9 et 10 du canton Broughton" ;

2. Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-de-Broughton :

La route traversant une partie du 10e rang de Broughton, au lieu de "la route traversant le 11e rang de Broughton".

Le ministre de la voirie,
J.-L. PERRON.

Québec, 10 mai 1922. 1981

Road Departments

BEAUCE-JUNCTION-SHERBROOKE ROAD

Notice is hereby given by the Minister of Roads in accordance with the act for the maintenance and repair of roads, that from and after the fifteenth day of May, 1922, the following roads namely :

In the county of Mégantic:

In the municipality of the north part of the township of Ireland.

The road crossing the southeast extremity of range 8 of the township of Ireland ;

In the municipality of the town of Black Lake :

Notre-Dame street, from the northeast limit of the town of Black Lake, up to Saint Hubert street, Saint Hubert street, from Notre-Dame street up to Saint Joseph street, and Saint Joseph street, from Saint Hubert street up to the southeast limits of the town, shall be a regional road designated in the future, under the name of "Beauce-Junction-Sherbrooke Road" ;

The notice of the 26th. of July, 1921, published in the *Quebec Official Gazette* of 1921 on page 1594, classifying certain roads as forming part of the Beauce-Junction-Sherbrooke Road, must be modified as follows :

1. In the municipality of the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus :

The Broughton South road crossing a part of the 7th. range, the 8th and 9th ranges, a part of the 10th. range and 11th range of the township of Broughton, instead of "The Broughton South road crossing the 8th, 9th and 10th ranges of the township of Broughton" ;

2. In the municipality of the parish of Saint-Pierre-de-Broughton :

The road crossing a part of the 10th range of Broughton, instead of "The road crossing the 11th range of Broughton".

J. L. PERRON,
Minister of Roads.

Québec, May 10th., 1922. 1982

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 303.

Dame Ovide Boulanger, de la paroisse de Saint-Barnabé, district des Trois-Rivières, veuve de Amédée Bournival, en son vivant cultivateur, du même lieu, épouse de Ovide Villemure, de ladite paroisse de Saint-Barnabé, requérante; vs ledit Ovide Villemure, intimé.

Une action en séparation de biens a été insti-

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 303.

Dame Ovide Boulanger, of the parish of Saint Barnabé, district of Three Rivers, widow of Amédée Bournival, in his lifetime farmer, of the same place, wife of Ovide Villemure, of the said parish of Saint Barnabé, petitioner; vs the said Ovide Villemure, defendant.

An action for separation as to property has

tuée en cette cause le vingt-deuxième jour de février 1922.

Trois-Rivières, 22 février 1922.

Les procureurs de la requérante,
1973—19-5 DUPLESSIS & LANGLOIS.

Canada, province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 1352.

Dame Célalise Lajeunesse, épouse contractuellement commune en biens de Narcisse Desnoyers, commerçant, de la cité de Granby, dit district, dûment autorisée en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Narcisse Desnoyers, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9 mai 1922.

Sweetsburg, 9 mai 1922.

Le procureur de la demanderesse,
1975—19-5 ANATOLE GAUDET.

been instituted in this cause the twenty second day of February, 1922.

Three Rivers, February 22nd, 1922.

DUPLESSIS & LANGLOIS,
1974—19-5 Attorneys for petitioner.

Canada, Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 1352.

Dame Célalise Lajeunesse, wife contractually common as to property of Narcisse Desnoyers, trader, of the city of Granby, said district, and duly authorized *en justice* for the purposes of these presents, plaintiff; vs the said Narcisse Desnoyers, defendant.

An action in separation as to property, has been instituted in this cause on the 9th May, 1922.

Sweetsburg, 9th May, 1922.

ANATOLE GAUDET,
1976—19-5 Attorney for the plaintiff.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 19

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Benoit vs Fournier.....	1100
" Boulanger vs Villeneuve.....	1142
" Boulay vs Giguère.....	1101
" Chalifoux vs Thomas.....	1100
" Cohen vs Kauffman.....	1100
" Corbeil vs Constantineau.....	1101
" Desrochers vs Bisailon.....	1100
" Dufault vs Dufour.....	1100
" Lajeunesse vs Desnoyers.....	1143
" Larivière vs Morel.....	1101
" Major vs Boisvert.....	1101
" Pagé vs Leduc.....	1100
" Simpson vs Ham.....	1101

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Grindrod vs Dame Leach.....	1101
-----------------------------	------

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1087

AVIS DIVERS :—

Davis Bourneville Company.....	1102
--------------------------------	------

BUREAU-CNEF —

Bernard Brault, ltée.....	1102
---------------------------	------

COMPAGNIE DISSOUTE :—

The Montreal Land & Improvement Co.	1102
--	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

De Sales.....	1099
Divers lots à mun. scol.: Saint-Michel-des-Cèdres.....	1097
Divers lots à mun. scol.: Lemieux.....	1097
Divers lots à mun. scol.: Saint-Séverin.....	1097
Divers lots à mun. scol.: Sainte-Claire.....	1097
Divers lots à mun. scol.: Latulippe.....	1097
Divers lots à mun. scol.: Saint-Félicien, village, à Saint-Félicien, paroisse.....	1098
Divers lots à mun. scol.: Saint-Antoine-de-Pontbriand.....	1098

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Benoit vs Fournier.....	1100
" Boulanger vs Villeneuve.....	1142
" Boulay vs Giguère.....	1101
" Chalifoux vs Thomas.....	1100
" Cohen vs Kauffman.....	1100
" Corbeil vs Constantineau.....	1101
" Desrochers vs Bisailon.....	1100
" Dufault vs Dufour.....	1100
" Lajeunesse vs Desnoyers.....	1143
" Larivière vs Morel.....	1101
" Major vs Boisvert.....	1101
" Pagé vs Leduc.....	1100
" Simpson vs Ham.....	1101

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Grindrod vs Dame Leach.....	1101
-----------------------------	------

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1087

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Davis Bourneville Company.....	1102
--------------------------------	------

CNIEF OFFICE :—

Bernard Brault, ltée.....	1102
---------------------------	------

COMPANY DISSOLVED :—

The Montreal Land & Improvement Co.	1102
--	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

De Sales.....	1099
Several lots to school mun.: Saint-Michel-des-Cèdres.....	1097
Several lots to school mun.: Lemieux.....	1197
Several lots to school mun.: Saint Séverin.....	1097
Several lots to school mun.: Sainte Claire.....	1097
Several lots to school mun.: Latulippe.....	1097
Several lots to school mun.: Saint Félicien, village, to Saint Félicien, parish.....	1098
Several lots to school mun.: Saint Antoine de-Pontbriand.....	1098

Divers lots à mun. scol. de: Island Brook. 1099	Several lots to school mun. of Island Brook. 1099
Lot 37 à mun. scol.: Saint-Ignace-de-Loyola. 1098	Lot 37 to school mun.: Saint Ignace-de-Loyola. 1098
Mun. scol.: Saint-Paul-d'Abbotsford, paroisse. 1098	School mun.: Saint Paul-d'Abbotsford, parish. 1098
Mun. scol.: Sainte-Clotilde, paroisse. 1098	School mun.: Sainte Clotilde, parish. 1098
Mun. scol.: L'Anse-du-Gros-Cap-aux-Os, paroisse. 1098	School mun.: L'Anse-du-Gros-Cap-aux-Os, parish. 1098
Mun. scol.: Egan, paroisse. 1099	School mun.: Egan, parish. 1099
Saint-Joachim. 1099	Saint-Joachim. 1099
Saint-Roch-Ouest. 1099	Saint Roch West. 1099
DÉPARTEMENT DE LA VOIRIE :—	ROADS DEPARTMENT :—
Route Beauce-Jonction, Sherbrooke. 1142	Beauce-Junction, Sherbrooke road. 1142
DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :—	DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—
Parosse Saint-Amable. 1141	Parish Saint Amable. 1141
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—	TREASURY DEPARTMENT :—
Cie d'assurance contre le feu de la paroisse Saint-Nérée. 1141	Cie d'assurance contre le feu de la paroisse Saint Nérée. 1141
National Trust Company, Lt'd. 1141	National Trust Company, Lt'd. 1141
ERRATUM :—	ERRATUM :—
Page 1069, 6 mai 1922, Nos 1837-38. 1102	Page 1069, 6th May, 1922, Nos. 1837-38. 1102
EXAMENS :—	EXAMINATIONS :—
L'Association des architectes de la province de Québec. 1103	The Province of Quebec Association of Architects. 1103
FAILLITE :—	BANKRUPT :—
Leger, Lavoie, ltée, dividende. 1103	Leger, Lavoie, ltée, dividend. 1103
LETTRES PATENTES :—	LETTERS PATENT :—
Beauce Maple Sugar Products Co., Lt'd. 1088	Beauce Maple Sugar Products Co., Lt'd. 1088
Clovis Electric Co., Lt'd. 1094	Clovis Electric Co., Lt'd. 1094
Caledonian Construction Co. 1139	Caledonian Construction Co. 1139
Concours, ltée. 1092	Concours, ltée. 1092
La Compagnie de téléphone rural de Saint-Mathieu. 1093	La Compagnie de téléphone rural de Saint-Mathieu. 1093
La Corporation Financière Métropolitaine, imitée—Metropolitan Finance Corporation, Limited. 1135	La Corporation Financière Métropolitaine, limitée—Metropolitan Finance Corporation, Limited. 1135
Max, ltée. 1089	Max, ltée. 1089
Morris Trading Co., Lt'd. 1090	Morris Trading Co., Lt'd. 1090
National Mint Co., Lt'd. 1088	National Mint Co., Lt'd. 1088
Native's Own Remedy Co., Inc. 1089	Native's Own Remedy Co., Inc. 1089
Stabell Gold Mines, Limited. 1140	Stabell Gold Mines, Limited. 1140
MINUTES DE NOTAIRE :—	NOTARIAL MINUTES :—
En faveur de Oscar Théoret. 1103	In favor of Oscar Théoret. 1103
En faveur de Jos.-Lionel Girouard. 1103	In favor of Jos. Lionel Girouard. 1103
ORDRES DE COUR :—	RULES OF COURT :—
La Banque Nationale vs Girouard et al. 1104	La Banque Nationale vs Girouard et al. 1104
Montreal Dairy Company, Lt'd vs Drouin. 1104	Montreal Dairy Company, Lt'd vs Drouin. 1104
PROCLAMATIONS :—	PROCLAMATIONS :—
Cadastre en vigueur: canton de Ouïatchouan. 1127	Cadastre come into force: township of Ouïatchouan. 1127
Cadastre en vigueur: canton de Mulgrave. 1130	Cadastre come into force: township of Mulgrave. 1130
Cours de magistrat de divers comtés et districts. 1133	Magistrate's courts of several counties and districts. 1133

SOUMISSIONS :—

Municipalité scolaire des villages de Sacré Cœur-de-Jésus.	1104
Ville de East Angus.	1105
Ville de Lauzon.	1105

VENTES D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—

Dominion Express Co.	1106
Canadian National Express Co.	1106
Canadian Pacific Railway Company.	1106

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Girard, Antonio.	1107
Greenfield Land & Construction Co.	1108
Laberge, Fortunat.	1108
Ruel, Anselme.	1106
St-Pierre, Aldore.	1107

VENTES PAR LICITATION :—

Williams (Dme) <i>et vir et al</i> vs Williams <i>et al</i>	1111
---	------

VENTES PAR LES SHERIFFS :—

ARTNABASKA :—

La fonderie de Plessisville vs Pinard.	1112
---	------

BEAUCE :—

Drapeau vs Dme Boldu.	1113
Gagné vs Caron.	1113
P.-T. Légaré, ltée vs St-Hilaire.	1113

BEAUNARNOIS :—

Thibault vs Benoit.	1114
--------------------------	------

BEDFORD :—

Fortin vs Brulotte.	1114
--------------------------	------

HULL :—

Lacroix vs Lavictoire.	1114
-----------------------------	------

KAMOURASKA :—

Cloutier vs Lemay.	1115
Ouellet vs Cantin.	1115
Pelletier vs Racicot.	1115

MONTMAGNY :—

Lacroix Limitée vs Murtha.	1117
Normand (Delle) vs Dme Vézina.	1116
Normand (Delle) vs Vézina.	1116

MONTREAL :—

Daoust vs Martel.	1120
La municipalité de la paroisse de Saint- Laurent vs The Model City Annex Company, Lt'd.	1120
La cité d'Outremont vs Angers.	1118
La cité d'Outremont vs Delle Pick.	1117
La ville de Montréal-Est vs Beaudin <i>et al</i>	1118
La ville de Montréal-Est vs Desaulniers.	1119
La ville de Montréal-Est vs Primeau.	1119

TENDERS :—

School municipality of the village of Sacré-Cœur-de-Jésus.	1104
Town of East Angus.	1105
Town of Lauzon.	1105

SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE :—

Dominion Express Co.	1106
Canadian National Express Co.	1106
Canadian Pacific Railway Company.	1106

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Girard, Antonio.	1107
Greenfield Land & Construction Co.	1108
Laberge, Fortunat.	1108
Ruel, Anselme.	1106
St-Pierre, Aldore.	1107

SALE BY LICITATION :—

Williams (Dme) <i>et vir et al</i> vs Williams <i>et al</i>	1111
---	------

SHERIFF'S SALES :—

ARTNABASKA :—

La fonderie de Plessisville vs Pinard.	1112
---	------

BEAUCE :—

Drapeau vs Dme Bolduc.	1113
Gagné vs Caron.	1113
P.-T. Légaré, ltée vs St-Hilaire.	1113

BEAUNARNOIS :—

Thibault vs Benoit.	1114
--------------------------	------

BEDFORD :—

Fortin vs Brulotte.	1114
--------------------------	------

HULL :—

Lacroix vs Lavictoire.	1114
-----------------------------	------

KAMOURASKA :—

Cloutier vs Lemay.	1115
Ouellet vs Cantin.	1115
Pelletier vs Racicot.	1115

MONTMAGNY :—

Lacroix, Limitée vs Murtha.	1117
Normand (Delle) vs Dme Vézina.	1116
Normand (Delle) vs Vézina.	1116

MONTREAL :—

Daoust vs Martel.	1120
The municipality of the parish of Saint Lawrence vs The Model City Annex Company, Lt'd.	1120
The city of Outremont vs Angers.	1118
The city of Outremont vs Miss Pick.	1117
The city of Montreal-East vs Beaudin <i>et al</i>	1118
The town of Montreal-East vs Desaul- niers.	1119
The town of Montreal-East vs Primeau.	1119

QUÉBEC :—

Carrier vs Dme Samson.....	1122
Painchaud vs Rioux.....	1122

RICHELIEU :—

Chapdeleine vs Morin.....	1124
Paulhus vs Charbonneau.....	1123

SAGUENAY :—

McDonald vs Savard <i>et al.</i>	1124
Perron vs Tremblay.....	1125

SAINT-FRANÇOIS :—

Bisson vs Lessard.....	1125
------------------------	------

TROIS-RIVIERES :—

Dauplaise vs Côté <i>et al.</i>	1126
Deshaies <i>et vir</i> vs Levasseur <i>et vir</i>	1126
Massicotte vs Lesieur <i>et al.</i>	1126

QUEBEC :—

Carrier vs Dme Samson.....	1122
Painchaud vs Rioux.....	1122

RICHELIEU :—

Chapdeleine vs Morin.....	1124
Paulhus vs Charbonneau.....	1123

SAGUENAY :—

McDonald vs Savard <i>et al.</i>	1124
Perron vs Tremblay.....	1125

SAINT-FRANÇOIS :—

Bisson vs Lessard.....	1125
------------------------	------

THREE RIVERS :—

Dauplaise vs Côté <i>et al.</i>	1126
Deshaies <i>et vir</i> vs Levasseur <i>et vir</i>	1126
Massicotte vs Lesieur <i>et al.</i>	1126